

Numéro 5
Avril - Mai - Juin 2025



HOME

Magazine trimestriel panafricain des Infrastructures, de l'Habitat et de l'Immobilier

CE MAGAZINE VOUS
EST OFFERT

THIS MAGAZINE
IS FREE

CÔTE D'IVOIRE

Le gouvernement mobilise 28,6 milliards FCFA pour renforcer la route côtière

MAROC

Le port de Casablanca approfondit son terminal polyvalent pour accueillir des navires de plus grandes tailles

SÉNÉGAL

Vers une relance du chantier du barrage de Sambangalou

DIÉBÉDO FRANCIS KÉRÉ

Un roi de l'architecture en Afrique



EDITORIAL

Tous pour la cause des infrastructures durables adaptées au changement climatique!

Indonations en République Démocratique du Congo avec à la clé des morts, des dégâts matériels énormes et des populations sans-abris en détresse. Ecoulements réguliers de bâtiments construits ou en chantier en Côte d'Ivoire. Incendies de forêts et de maisons d'habitation au Brésil. Chute de murs et toitures de salles de classe entraînant la mort d'élèves par-ci et par-là en Afrique. Effondrements de ponts et de routes au Mexique, aux Etats-Unis, en France, en Equateur, entre la RDC et l'Ouganda, au Bénin, au Burkina Faso, etc. Le chapelet de ces drames sera fastidieux à égrener. Certaines de ces catastrophes ont même décimé des familles entières, voire des villes, effacé de la carte des localités, et mis à genoux l'économie de nombre de pays.

L'incompétence, la corruption et l'appât du gain facile, de certains acteurs de la chaîne de construction et des projets, pourtant d'envergures nationales et mondiales, peuvent constituer des facteurs concourant à la mauvaise qualité des ouvrages. Parfois, les catastrophes naturelles comme les tornades, tsunamis et autres feux accidentels, sont à l'origine de ces déconvenues, mais la main de l'homme est omniprésente dans ces horreurs qui, malheureusement, font l'actualité macabre de tous les jours. La planète terre qui manque de protection est donc soumise, pour l'instant, à ce dérèglement en...règle, qui précède, si rien n'est fait, la destruction, à long terme, de la maison commune.

L'urgence est signalée! Comme à l'accoutumée, toujours présent dans les grands débats de l'heure, HOME, votre magazine panafricain, spécialisé dans les Infrastructures, l'Habitat et l'Immobilier, fait de la promotion des infrastructures durables adaptées au changement climatique, son nouveau cheval de bataille. Dans le monde entier où il est devenu la bible des acteurs de la grande chaîne des Infrastructures, Habitat et Immobilier, HOME s'engage à jouer sa partition, par le biais de la communication et tout autre moyen, dans la prise en compte des aléas climatiques et de leurs conséquences, dans l'érection des maisons d'habitation et tout type d'ouvrage, y compris les routes, les ponts, les bâtiments conçus pour recevoir le grand public, les centres de santé, les stades de football et grandes enceintes sportives, les salles de spectacles, etc.

Dans la logique d'un respect conséquent de la considération des «Infrastructures durables adaptées au changement climatique», le politique, les dirigeants en particulier, doivent en tenir compte dans leurs politiques de gouvernance, avec des actions de sensibilisation suivies de mesures répressives à l'endroit des éventuels contrevenants. Le bien-être des populations et le respect de la vie humaine en dépendent!

Nous vous souhaitons d'agréables moments de lecture avec HOME!



Innocent BELEMTUGRI
Chevalier de l'Ordre de l'Étalon
Chairman of the Board of BITEL GROUP
Consultant- Founder of Cabinet SEMICA
Chief Executive Officer



19 CÔTE D'IVOIRE

Le gouvernement mobilise 28,6 milliards FCFA pour renforcer la route côtière



- 7 PROJETS D'INFRASTRUCTURES EN AFRIQUE**
La Banque africaine de développement et l'Allemagne signent un accord de financement de 18,4 millions d'euros
- 8 BENIN**
Plus de mille milliards investis dans le bitume depuis 2016
- 8 UEMOA**
La BOAD va décaisser près de 400 milliards pour 15 projets d'infrastructures dans les États
- 10 GABON**
Les travaux des chantiers du nouvel aéroport d'Andem et de la ville futuriste de Libreville 2 lancés
- 12 GUINÉE**
Les travaux de construction du cluster agroindustriel d'Entag ont démarré
- 14 GUINÉE**
Quatre routes nationales seront reconstruites dans le cadre du programme Simandou 2040
- 15 AFRIQUE DE L'OUEST**
La BIDC injecte 230 millions d'euros et 10 millions de dollars pour booster les infrastructures et le secteur privé
- 16 TRANSPORTS**
La RDC et l'Afrique du Sud renforcent leur coopération économique à travers un projet de corridor industriel

35 AFRIQUE

Le top 10 des ponts les plus longs



- 17 SÉNÉGAL**
Vers une relance du chantier du barrage de Sambangalou
- 17 CAMEROUN**
16,4 milliards de francs CFA pour aménager de nouvelles infrastructures en région anglophone
- 20 BURKINA FASO**
Lancement de travaux de construction d'ouvrages d'assainissement et de drainage des eaux pluviales
- 21** Une nouvelle cimenterie voit le jour à Laongo, dans le Plateau-Central

52 BURKINA

À la découverte de l'œuvre de l'architecte Diébédo Francis Kéré à travers dix projets-phare

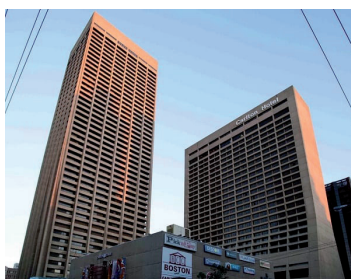


- 22** MAROC
Le port de Casablanca approfondit son terminal polyvalent pour accueillir des navires de plus grandes tailles
- 24** Le pays s'offre une nouvelle autoroute à 28 milliards de dirhams
- 26** RÉPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
Vers une modernisation du port de Kalemie
- 26** TANZANIE - RDC
Vers des échanges commerciaux plus fluides grâce à la construction de ports secs

23 MAROC
Casablanca se dote du plus grand chantier naval d'Afrique



66 AFRIQUE
Dix bâtiments qui impressionnent par leur démesure



- 28** SÛRETÉ AÉRIENNE
L'audit de sûreté aérienne mené par l'OACO concluant, Madagascar se met à l'heure des standards internationaux
- 29** MADAGASCAR
Le bac pour le transport des véhicules et des passagers est de nouveau opérationnel à Madirovalo
- 32** ÉTHIOPIE
La capitale se dote de 100 bus électriques pour faciliter la mobilité
- 42** RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
Les maisons typiques, liens profonds entre les habitants et leur environnement
- 63** NIGERIA
Zoom sur six bâtiments coloniaux remarquables par leur héritage architectural
- 72** MALAWI
80 millions de dollars pour doter la justice d'un complexe flamboyant neuf à Lilongwe



HOME, Le Magazine panafricain des Infrastructures, de l'Habitat et de l'Immobilier

The Pan-African Magazine of Infrastructure,

Housing and Real Estate

10 BP 524 Ouagadougou 10

Email : marketing@homemag.info

Tel : +226 70 20 24 66

www.homemag.info

Ce magazine est le vôtre ! il vous est offert par BITEL GROUP.

Vous pouvez également recevoir la version numérique en vous connectant sur le site www.homemag.info

Directeur de publication
Innocent BELEMTUGRI

Secrétariat de Rédaction :
Sylvie ZONGO DALA

Conception Graphique & Réalisation:
BITEL GROUP

Régie/Advertising :
BITEL GROUP

Distribution :
BITEL GROUP

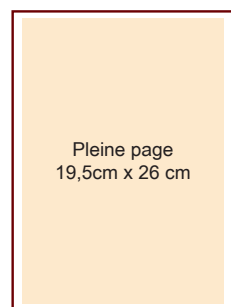
Impression/print :
Africa Print

Tirage/printed copies :
5000 exemplaires

Dépôt Légal N° 2300/2021 du 20/
Décembre 2021

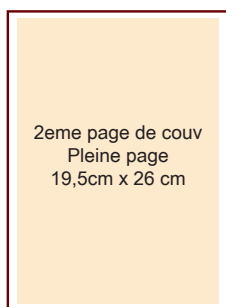
HOME Mag
AVRIL - MAI - JUIN 2025
Pour toutes informations,
contactez-nous :
Par mail : info@homemag.info

NOS TARIFS



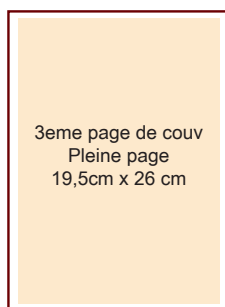
Pleine page
19,5cm x 26 cm

2.000.000 FCFA



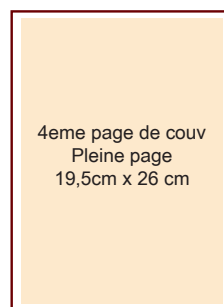
2eme page de couv
Pleine page
19,5cm x 26 cm

3.000.000 FCFA



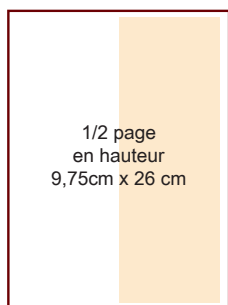
3eme page de couv
Pleine page
19,5cm x 26 cm

3.000.000 FCFA



4eme page de couv
Pleine page
19,5cm x 26 cm

4.000.000 FCFA



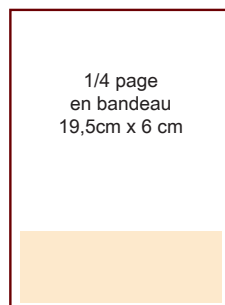
1/2 page
en hauteur
9,75cm x 26 cm

1.000.000 FCFA



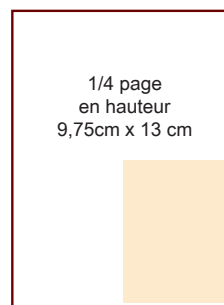
1/2 page
en largeur
19,5cm x 13 cm

1.000.000 FCFA



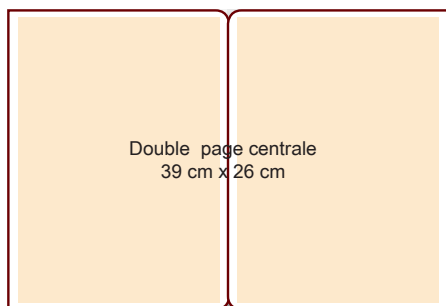
1/4 page
en bandeau
19,5cm x 6 cm

750.000 FCFA



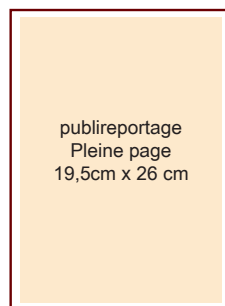
1/4 page
en hauteur
9,75cm x 13 cm

750.000 FCFA



Double page centrale
39 cm x 26 cm

6.000.000 FCFA



publireportage
Pleine page
19,5cm x 26 cm

2.500.000 FCFA

NB :

1. Les éléments à diffuser doivent nous parvenir au plus tard le 15 du mois précédent la prochaine parution.
2. La réalisation des insertions par nos soins ne sont pas pris en compte dans la présente grille tarifaire.

PROJETS D'INFRASTRUCTURES EN AFRIQUE

La Banque africaine de développement et l'Allemagne signent un accord de financement de 18,4 millions d'euros

Pour renforcer la préparation de projets d'infrastructures en Afrique, la Banque africaine de développement (BAD) et l'Allemagne ont signé un accord de financement de 18,4 millions d'euros en faveur de l'IPPF-NEPAD.



La Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW) est la banque publique allemande d'investissement et de développement. Avec la BAD, ils ont convenu d'un accord de financement de 18,4 millions d'euros qui iront renforcer les caisses du Fonds spécial du Mécanisme de financement de la préparation des projets d'infrastructure du NEPAD (IPPF-NEPAD). Ce montant financier, qui porte la contribution de la KfW à l'IPPF-NEPAD à 58,14 millions de dollars, soutiendra les efforts du Mécanisme pour atteindre ses principales priorités, notamment le deuxième plan d'action prioritaire du Programme de développement des infrastructures en Afrique (PIDA-PAP 2) jusqu'en 2030.

Christoph Tiskens, directeur de la KfW pour l'Afrique de l'Est et l'Union africaine, et Mike Salawou, directeur des infrastructures et du développement urbain à la Banque africaine de développement, ont paraphé l'accord à Abidjan, en Côte d'Ivoire. La conclusion de l'accord intervient après que l'exécutif allemand a révé-

lé son intention de reconstituer les fonds du Fonds en 2024.

Mécanisme de préparation de projets de premier plan en Afrique, le Fonds spécial multi-donneurs du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique, hébergé par la Banque africaine de développement, sert d'accélérateur en apportant un soutien technique et financier pour l'élaboration de projets et programmes d'infrastructure au niveau régional en Afrique.

M. Tiskens a salué les réalisations de l'IPPF-NEPAD : « Le Fonds spécial IPPF-NEPAD a connu un succès remarquable tout au long de l'année, démontrant des progrès significatifs dans le développement des infrastructures régionales en Afrique. Cette reconstitution vise à soutenir le développement des infrastructures en mettant l'accent sur des domaines tels que le changement climatique, le genre, l'Agenda 2063, la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) et plus encore sur la réalisation des Objectifs de développement durable. » Il a réaffirmé l'enga-

gement du gouvernement allemand sur son partenariat avec la Banque africaine de développement.

Pour M. Salawou, « cette reconstitution des ressources marque une étape importante dans notre partenariat de longue date avec l'Allemagne afin de faire progresser le développement et le financement des infrastructures en Afrique. Grâce à ce soutien, l'IPPF-NEPAD disposera d'une meilleure capitalisation pour intensifier et accélérer la préparation de projets d'infrastructure transfrontaliers et climato-intelligents, garantissant ainsi leur bancabilité et leur aptitude à l'investissement. »

« Il s'agit d'une étape importante dans l'accélération de la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), de l'intégration régionale et de la croissance économique. La Banque attache donc une grande importance à ce partenariat et continuera de le renforcer », a ajouté Mike Salawou.

Source : Financial Afrik

BENIN

Plus de mille milliards investis dans le bitume depuis 2016

De 2016 à 2025, le Bénin a injecté plus de mille milliards de francs CFA pour améliorer son réseau routier

Avec le président Patrice Talon comme métronome, le Bénin a investi des sommes importantes dans la construction de routes, dans le but d'améliorer le transport de personnes et de biens. Le coût total de ces projets d'infrastructures a atteint des chiffres impressionnants. En moyenne, ce sont 1 600 milliards de francs CFA qui ont été alloués à la construction de routes.

Ainsi, sous le mandat de Patrice Talon, plus de 2 000 kilomètres de routes bitumées ont été réalisés, assure le ministre conseiller aux Infrastructures, Jacques Ayadji. Le coût moyen par kilomètre est estimé entre



700 et 800 millions de francs CFA. À ce tarif, le total des investissements s'élève à 1 600 milliards de francs CFA pour les routes construites.

Et si le coût des projets peut sembler élevé, c'est parce que les infrastructures réalisées sont de qualité, explique Jacques Ayadji. Auparavant, les routes étaient souvent moins durables. Désormais, elles bénéficient de matériaux de meilleure qualité, comme le béton bitumé, et sont conçues pour durer de 10 à 20 ans. Le pays a pris fait l'option d'abandonner les standards de moindre qualité imposés par les bailleurs traditionnels, au profit de routes de haute qualité. Cette nouvelle approche permet non seulement de garantir des infrastructures plus durables, mais aussi de réduire les coûts à long terme, en évitant les réparations fréquentes.

Source : Abidjan-plus.net



UEMOA

La BOAD va décaisser près de 400 milliards pour 15 projets d'infrastructures dans les États

La Banque ouest-africaine de développement (BOAD) a donné son feu vert à 15 nouvelles allocations financières pour une somme globale de 391 923 milliards de francs CFA, destinées à ses pays adhérents. Ces ressources sont allouées à la construction d'infrastructures et au renforcement économique de divers États. Cette décision a été ratifiée lors de la réunion du conseil d'administration de l'institution, qui s'est tenue à Dakar, au Sénégal, à la fin du mois de mars.



Dans l'industrie aérienne, la BOAD a approuvé un emprunt de 30 milliards de francs CFA pour la compagnie Air Côte d'Ivoire. Ce financement est destiné à l'achat de deux avions qui seront utilisés pour les vols long-courriers reliant Abidjan à des destinations comme Paris, Beyrouth, Genève, Londres, New York et Washington.

De même, le Bénin reçoit un financement de 30 milliards de francs CFA pour la construction et la duplication de la route Ouidah-Hilla-

condji sur une distance de 58,5 km. On parle de la création de plus de 1 550 postes, directs et indirects.

Comme l'indique un communiqué de la BOAD, ces financements touchent aussi à différents domaines, dont l'un est spécialement destiné à la campagne cacao 2024-2025 en Côte d'Ivoire. Un autre emprunt de 15 milliards de francs CFA a été accordé pour la campagne cotonnière 2024-2025 au Mali. Enfin, un financement de 20 milliards de francs CFA est octroyé au Burkina Faso pour mettre en place

un système de communication intégré destiné aux forces de sécurité intérieure. Le projet envisage de développer le réseau dans 32 sites et d'améliorer les installations de communication électronique, tout en générant 200 postes directs et indirects.

Avec ces nouveaux engagements, le volume total des financements accordés par la BOAD depuis 1976 s'élève désormais à 9 480,5 milliards de francs CFA.

Source : [financialafrik.com](https://www.financialafrik.com)

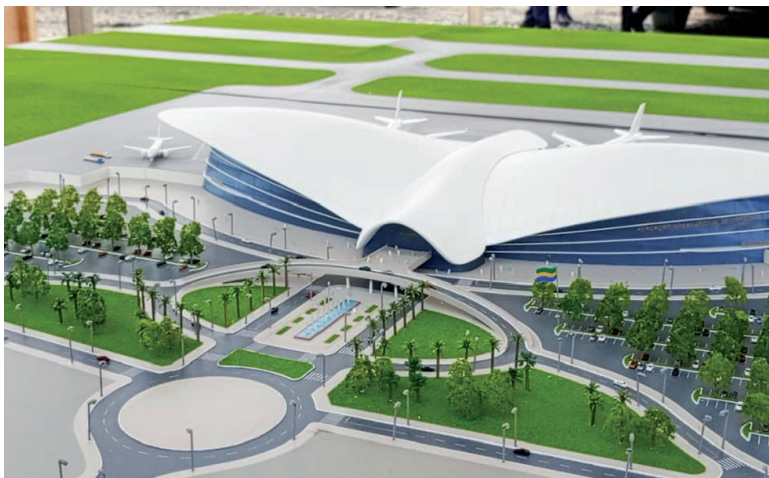
GABON

Les travaux des chantiers du nouvel aéroport d'Andem et de la ville futuriste de Libreville 2 lancés

Le président de la Transition gabonaise, Brice Clotaire Oligui Nguema, a donné, vendredi 28 mars 2025, le coup d'envoi des travaux du nouvel aéroport international d'Andem et de la ville de Libreville 2. C'est l'entreprise EBO-MAF qui a été désignée pour conduire ces chantiers d'envergure.

Un aéroport de niveau international sera bientôt opérationnel au Gabon et permettra au pays de stimuler son économie. L'inauguration du nouvel aéroport international d'Andem marquera un progrès notable dans la stratégie infrastructurelle initiée par les autorités gabonaises de haut niveau. Le projet stratégique a pour objectif d'améliorer la connectivité du Gabon avec le monde entier. Le début du chantier a attiré un groupe d'acteurs influents, incluant le Premier ministre, divers ministres, des délégués d'institutions et de la diplomatie, tous voulant être les témoins privilégiés de cet important événement.

D'une superficie de 30 000 hectares, le futur aéroport international d'Andem va bénéficier d'installations



aéroportuaires de pointe, d'un pavillon présidentiel et d'un vaste parking unique. Sa conception répond aux normes et standards internatio-

naux, garantissant ainsi sa compétitivité et son attractivité. Le nouvel aéroport est appelé à susciter l'émergence d'une nouvelle ville à l'image





de Diamniadio au Sénégal avec la construction de l'aéroport international Blaise Diagne.

Libreville 2 : une ville verte et connectée

C'est l'entreprise EBOMAF qui dirige ce projet stratégique au Gabon. L'entreprise s'est également vu confier la construction de Libreville 2, une ville futuriste conçue comme un modèle de développement durable et d'urbanisme intelligent. Elle se trouve à environ vingt kilomètres de la capitale et couvre une superficie de 13 000 hectares. La ville accueillera un « agropole », une zone économique

dédiée à la transformation, à la vente et à l'exportation des produits agricoles. Avec pour objectif d'améliorer la chaîne de valeur dans le secteur agroalimentaire, tout en facilitant une liaison plus efficace entre les producteurs, les industries de transformation et les marchés.

Élaborée dans le but de réduire la saturation de la capitale actuelle, Libreville, tout en proposant une nouvelle orientation pour le développement urbain, Libreville 2 sera construite à l'est de la ville actuelle. Cette cité moderne se distinguera par des infrastructures de haut niveau, y compris des habitations, des écoles, des centres médicaux, et aus-

si des zones commerciales et de loisirs. Le but est de concevoir un cadre de vie plaisant et pratique, tout en incorporant des approches durables pour l'urbanisation.

L'idée de Libreville 2 a été présentée en décembre 2023, lors de la Conférence des parties sur les changements climatiques aux Émirats arabes unis. Conçue comme une ville écologico-urbaine, elle incarnera une fusion entre infrastructures modernes et respect de l'environnement. Qualifiée de « ville éblouissante et fière » par le président, elle répond à son ambition d'améliorer les conditions de vie des Gabonais.

Avec ses voies modernes, ses centres de transformation, ses centres de recherche et ses zones de stockage, Libreville 2 sera connectée à la capitale par un train moderne, simplifiant les déplacements et stimulant l'économie locale. Son approche architecturale se fonde sur une parfaite symbiose entre innovation et préservation de l'écosystème, intégrant une zone verte, des jardins et des étendues verdoyantes qui contribuent à un environnement de vie sain et serein.



**Source : Ebomaf.com /
Focusgroupemedia.com /
Gabonreview.com**

GUINÉE

Les travaux de construction du cluster agroindustriel d'Entag ont démarré

En Guinée, le Premier ministre Amadou Oury Bah, accompagné de quelques membres du gouvernement, a procédé au lancement des travaux de cluster agro-industriel d'Entag, dans la commune de Tombolia, le 27 mars 2025.

C'est sur le site de l'ancienne usine de tabac d'Entag qu'émergera ce grand projet qui vise à transformer une friche industrielle en une zone industrielle moderne, inclusive et fonctionnelle, au service des micro-industries de transformation agroalimentaire en Guinée.

Avec une capacité d'accueil de 12 micro-industries, ce cluster agro-industriel permettra de doter le pays d'une infrastructure moderne et de promouvoir un modèle de développement intégré axé sur la transformation locale, la création de valeur ajoutée, la structuration des chaînes de valeur agroalimentaires autour des acteurs économiques nationaux, assure la ministre du Commerce, de l'Industrie et des Petites et Moyennes entreprises, Dre Diaka Sidibé.

Dans son discours, le Premier ministre a rappelé la nécessité de diversifier l'économie guinéenne et d'encourager la transformation locale des ressources : « Il est impératif de faire en sorte que la Guinée ne soit plus un pays où l'économie de rente est la plus développée dans tous les secteurs. C'est pourquoi il est d'une nécessité absolue d'encourager la transformation de nos différents produits. »



Il a également insisté sur l'importance d'un accompagnement des entrepreneurs locaux : « Pendant l'immersion, nous avons rencontré de nombreuses femmes, de jeunes et d'hommes talentueux qui développent des initiatives, parfois de manière artisanale. Les laisser à ce stade, c'est les condamner à ne pas être suffisamment compétitifs, à ne pas être rentables et à se décourager. »

Ce cluster agro-industriel générera près de 1 000 emplois. Il comprendra douze ateliers de production, douze entrepôts privés, une zone

de stockage commune, des espaces administratifs partagés, une salle de réunion et un espace de coworking. Sont aussi prévus un aire de restauration et de repos, un espace de traitement des déchets techniques, une salle de formation technique. Les partenaires industriels, engagés aux côtés du gouvernement, ont réaffirmé à tour de rôle leur soutien au développement du projet.

Source : Service de communication de la Primature de Guinée



Le Magazine panafricain
The PanAfrican Magazine

HOME

MAGAZINE

Your passport for investment
in infrastructure, housing and
real estate in Africa

Votre passeport pour l'investissement
dans les infrastructures, l'habitat
et l'immobilier en Afrique



+226 70202466



info@homemag.info



www.homemag.info



HOME Magazine

GUINÉE

Quatre routes nationales seront reconstruites dans le cadre du programme Simandou 2040

Le 4 avril 2025, des accords ont été conclus par le gouvernement de la Guinée concernant la réhabilitation des routes nationales Mamou-Faranah, Mamou-Labé, Boké-Gaoual et Kankan-Kissidougou. Ce projet, financé par le Budget national de développement (BND), est intégré au programme Simandou 2040.

Sous la présidence d'Amara Camara, ministre secrétaire général de la présidence de la République de Guinée, la cérémonie a marqué officiellement l'attribution des projets aux sociétés chinoises Henan Chine, CBTC, CRBC et SDHS. Henan Chine et CBTC se chargeront de la réalisation de la RN2 Mamou-Faranah (185 km), alors que la RN5 Mamou-Labé (140 km) sera attribuée à Henan Chine, CRBC et SDHS. On prévoit que la réalisation des chantiers prendra entre 24 et 36 mois.

Il est à noter que le secteur privé en Guinée tient une place prépondérante dans cette initiative. Plusieurs opérateurs économiques locaux, impliqués dans la mise en œuvre des conventions, ont tenu à prêter serment sur le Livre Saint pour marquer leur détermination à mener à

bien les travaux.

L'approche reflète la détermination des autorités à engager les entreprises nationales dans la réalisation des principaux projets d'infrastructure.

Ces installations ont pour objectif d'optimiser la liaison entre les différentes régions et de consolider les axes stratégiques nationaux.

Source : ecofinanceguinee.com

PROGRAMME
SIMANDOU
2040

Un pont vers la prospérité !

La Guinée, notre Paradis
TERRE DE RICHESSE ET D'INNOVATION

1

Agriculture,
Industrie
Alimentaire &
Commerce

2

Éducation &
Culture

3

Infrastructures,
Transports &
Technologies

4

Économie,
Finance &
Assurance

5

Santé &
Bien-être



AFRIQUE DE L'OUEST

La BIDC injecte 230 millions d'euros et 10 millions de dollars pour booster les infrastructures et le secteur privé

Le Conseil d'administration de la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC) a approuvé le 3 avril dernier à Lomé, lors de sa 91^e réunion ordinaire, un financement de 230 millions d'euros et 10 millions de dollars pour des projets stratégiques visant à stimuler la croissance économique et renforcer les infrastructures en Afrique de l'Ouest.



Trois projets principaux bénéficieront de la répartition du financement. Cinquante millions de dollars ont été alloués à Sterling Bank Limited (Nigeria) afin d'appuyer les PME nigérianes intervenant dans plusieurs domaines essentiels tels que la santé, l'agriculture, les énergies renouvelables et les transports.

Dix millions d'euros accordés à Benin Cashew SA : ce financement partiel soutiendra la construction de cinq usines dédiées à la transformation de noix de cajou et d'une usine produisant du baume de cajou au Bénin, créant ainsi environ 1 700 postes permanents et temporaires. Pour finir, 180 millions de dollars

sont alloués à Mota-Engil Nigeria. Ce financement favorisera la réalisation conjointe du projet ferroviaire Kano-Maradi, qui relie le Nigéria au Niger. Ce projet contribuera à l'intégration régionale en générant plus de 100 000 postes d'emploi lors de la phase de construction et 20 000 postes permanents une fois l'infrastructure achevée.

Ces initiatives favorisent non seulement l'expansion du secteur privé, mais sont aussi en phase avec les Objectifs de développement durable (ODD), notamment l'ODD 9 (Industrie, innovation et infrastructure) et l'ODD 13 (Actions liées à la lutte contre le changement climatique). Actuellement, les placements de

la BIDC en Afrique de l'Ouest atteignent le montant de 4,5 milliards de dollars.

Il est important de noter que la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO joue le rôle principal en tant qu'institution financière pour le développement des 15 États membres de la CEDEAO. Située à Lomé, au Togo, elle occupe une place cruciale dans le financement de projets ayant pour but d'améliorer les infrastructures, d'appuyer les entreprises et de répondre aux nécessités sociales et environnementales de la zone.

Source : Ledefenseurinfo.tg

TRANSPORTS

La RDC et l'Afrique du Sud renforcent leur coopération économique à travers un projet de corridor industriel

La République démocratique du Congo (RDC) et l'Afrique du Sud renforcent leur coopération économique à travers un ambitieux projet de corridor industriel. Initié dans le cadre du Conseil africain du commerce et de l'investissement (ATIC), ce projet vise à établir un corridor de transport essentiel de 3 100 kilomètres à travers la RDC, conçu pour améliorer la circulation des biens, des personnes et des services, reliant la frontière sud de Kipushi à la région côtière occidentale et culminant au port clé de Malela.



Le tout, dans l'objectif de réduire les coûts de transport et de logistique des exportations de minéraux jusqu'à 30 % et de créer des voies d'exportation plus rapides et plus rentables reliant l'intérieur (Moanda) de la RDC au marché mondial. À terme, l'objectif est d'augmenter le commerce bilatéral de 1,3 milliard à trois milliards USD par an.

Des zones économiques spéciales (ZES) seront mises en place afin d'attirer les investisseurs étrangers et de dynamiser la transformation locale des matières premières. Selon l'ATIC, ces ZES pourraient accroître de 40 % les exportations de la RDC d'ici 2030 et générer cinq milliards USD d'investissements directs étrangers au cours des dix prochaines années.

Pour l'Afrique du Sud, acteur majeur de ce projet, cette initiative est une opportunité d'accéder directement aux immenses ressources minières congolaises, notamment le cobalt et le cuivre, indispensables aux énergies renouvelables et à la fabrica-

tion de batteries de véhicules électriques.

En 2023, alors qu'il était en visite en RDC, le président Cyril Ramaphosa avait souligné dans un discours au Forum des affaires que plusieurs entreprises sud-africaines étaient présentes en RDC. À cet effet, il avait également exhorté le secteur privé congolais à trouver des opportunités d'expansion de ses activités en créant des filiales en Afrique du Sud. Pour le président sud-africain, la RDC et l'Afrique du Sud ont le potentiel d'être des leaders pour garantir que les matières premières africaines soient transformées sur le continent africain. M. Ramaphosa est convaincu que les deux pays peuvent combiner leurs matières premières et leurs compétences, leurs technologies et leurs capitaux, notamment le vivier de jeunes talents et les universités, pour créer un puissant moteur d'industrialisation. Au-delà des infrastructures, ce projet représente une aubaine pour le secteur privé congolais, invité à s'impliquer davantage dans les

échanges commerciaux et les opportunités d'investissement en Afrique du Sud. Mandisa Booie, P-DG de l'ATIC, a souligné que le projet de corridor industriel sera une « initiative phare » qui élargira la présence économique de l'Afrique du Sud en RDC, tout en créant des opportunités d'affaires pour les entreprises des deux pays. Un consortium sud-africain d'experts en construction, ingénierie et logistique est déjà mobilisé pour piloter sa mise en œuvre. « Un consortium d'entreprises sud-africaines spécialisées dans la construction, l'ingénierie et la logistique devrait jouer un rôle clé dans sa mise en œuvre. Ce projet d'infrastructure souligne le renforcement du partenariat économique entre les deux pays. Il témoignera de l'expertise sud-africaine en matière de développement, de création d'emplois, de facilitation du transfert de technologie et de promotion de la stabilité régionale », a-t-elle déclaré.

Source : Times.cd / Beto.cd



SÉNÉGAL Vers une relance du chantier du barrage de Sambangalou

Le chantier du barrage de Sambangalou, deuxième composante du projet énergie de l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Gambie (OMVG), va redémarrer. C'est l'assurance donnée par le ministre sénégalais de l'Hydraulique et de l'Assainissement, Cheikh Tidiane Dièye, en visite sur les lieux début mars 2025. Et, pour atteindre les objectifs assignés à cet ouvrage, il a promis un « dispositif de suivi très serré ».

« Il y aura rapidement un démarrage de ce chantier important, et les experts nous ont déjà donné un certain nombre de repères et de dates. On peut considérer que le démarrage est déjà effectif et cette visite est une sorte de déclencheur », a assuré Cheikh Tidiane Dièye.

Le ministre sénégalais en charge de l'Hydraulique effectuait cette visite en compagnie de ses homologues bissau-guinéen Malam Sambou, en charge des Ressources naturelles) et guinéen Aboubacar Camara (Énergie, Hydraulique et Hydrocarbures). Le ministre gambien de l'Environnement et des Ressources naturelles, Rocky John Manjang, a également pris part à cette visite, en même temps que le haut-commissaire de l'OMVG, Demba Diallo, et la gouverneure de la région de Kédougou, Mariama Traoré.

« Tous les engagements et décisions pris en termes de redistribution pour régler les questions économiques et financières seront respectés dans leur globalité », assure le ministre sénégalais.

« Le responsable de l'entreprise vient de nous montrer tout le matériel déjà sur place, et à très brève échéance, la remobilisation du personnel se fera. Beaucoup de jeunes de Kédougou vont sans doute reprendre leur travail », a-t-il rassuré.

Le barrage de Sambangalou consti-

tue la deuxième composante du projet énergie de l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Gambie (OMVG). Situé à 25 kilomètres de Kédougou, à la frontière entre le Sénégal et la Guinée, l'ouvrage atteindra 108,3 mètres de hauteur et 540 mètres de longueur. Il permettra la création d'un vaste réservoir d'une capacité de 3,8 milliards de m³, s'étendant sur 188 km² entre les deux pays.

Avec une puissance installée de 128 MW, la centrale hydroélectrique générera 394,3 gigawattheures d'énergie renouvelable chaque année, qui seront redistribuées entre les quatre pays membres de l'OMVG (Sénégal, Gambie, Guinée et Guinée-Bissau). Le projet comprend également l'irrigation de 90 000 hectares de terres agricoles, dont 50 000 ha en Gambie et 40 000 ha au Sénégal, ainsi que l'approvisionnement en eau potable des localités avoisinantes.

L'impact environnemental sera également significatif, notamment avec le recul de la langue salée sur 100 km le long du fleuve Gambie et la régulation de ses apports en eau. Il a évoqué également la station de traitement de l'eau potable installée dans le cadre du projet, laquelle sera ensuite cédée aux populations locales.

Le barrage de Sambangalou constitue également une chance en termes d'emplois et de formation : le chantier devrait employer envi-

ron 1 200 personnes, sélectionnées et formées sur place. En outre, les ingénieurs associés au projet dispenseront des formations au lycée technique de Kédougou, favorisant ainsi le développement des compétences.

Le montant total du financement du projet s'élève à 388,3 millions d'euros, entièrement mobilisé par l'État du Sénégal au nom des États membres de l'OMVG. Suite à la conclusion des contrats de prêt en novembre 2021 et à la finalisation du financement en juillet 2022, les travaux ont été lancés en septembre 2022. Cependant, une interruption d'un an a ralenti leur progrès, qui s'élevait à 31,4 % au 31 décembre 2024.

Le patron du département en charge de l'Hydraulique du Sénégal promet un « dispositif de suivi très serré pour atteindre tous les objectifs autour du chantier du barrage hydroélectrique de Sambangalou ». D'après lui, une feuille de route a déjà été adoptée, avec des actions à court et long termes.

Cheikh Tidiane Dièye a donné toute la garantie que le gouvernement du Sénégal, en collaboration avec l'OMVG et les pays membres, va « prioriser les besoins et les préoccupations » des citoyens relativement à cet ouvrage.

Source : Agence de presse sénégalaise / Le Soleil.sn

CAMEROUN

16,4 milliards de francs CFA pour aménager de nouvelles infrastructures en région anglophone

Avec l'appui de l'Union européenne, le Cameroun compte injecter plus de 16 milliards de francs CFA dans son Sud-Ouest pour la réalisation de nouvelles infrastructures socio-économiques au profit des populations riveraines du pont sur la Cross River.



Des informations ont été données le 15 avril 2025 en présence de plusieurs acteurs clés. L'entreprise en charge des travaux a déjà paraphé son marché. Des mesures sont prises pour la mise à disposition du financement et la mobilisation de la mission de contrôle. Le ministère en charge des Travaux publics avance que le don de l'Union européenne servira à la réalisation de plusieurs projets à finalité socio-économique.

En plus de la construction du pont sur la Cross River, côté Cameroun, une dizaine d'infrastructures seront réalisées. Ces infrastructures sont, entre autres, la construction d'un giratoire de 700 m² environ à

Bachuo Akakbe (intersection entre la route Kumba-Mamfe et Bameda-Mamfe) avec 200 m² de parkings pour véhicules, le bitumage de cinq km de voiries en béton bitumineux dans la ville d'Ekok, la construction de logements de type T1, T2 et T3 (3 immeubles R+2) pour le personnel d'astreinte du poste de contrôle unique transfrontalier de Mfum. Il y a également la réhabilitation du centre de santé d'Ekok, la réhabilitation des salles de classe avec clôtures et latrines à Ekok, la construction d'une gare routière avec des hangars de marché à Ekok, la construction de deux magasins de stockage à Ekok, la fourniture et l'installation de l'éclairage public

à Ekok ainsi que l'aménagement des systèmes d'adduction d'eau potable à Ekok.

« Avec les aménagements socio-économiques à réaliser, la construction du pont sur la Cross River constitue un modèle de développement intégré, alliant prospérité économique et durabilité environnementale. Ces aménagements seront réalisés dans le but d'améliorer les conditions de vie des populations et de garantir un avenir meilleur aux populations riveraines, tout en préservant leur écosystème », explique le ministère en charge des Travaux publics du Cameroun.

Source : Journalducameroun.com

CÔTE D'IVOIRE

Le gouvernement mobilise 28,6 milliards FCFA pour renforcer la route côtière

L'État ivoirien a mobilisé 28,6 milliards FCFA pour le financement des travaux de renforcement de la route côtière, section carrefour Fresco-Sassandra-San Pedro-Grand-Béréby. C'est ce qu'a annoncé le porte-parole du gouvernement de ce pays, Amadou Coulibaly, à la sortie du Conseil des ministres du 15 janvier 2025 à Abidjan.



D'après le ministre Amadou Coulibaly, « le Conseil a adopté un décret portant ratification d'un accord de prêt d'un montant total de 28,6 milliards FCFA conclu entre la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) et

la République de Côte d'Ivoire pour le financement partiel du projet de renforcement de la section carrefour Fresco-Sassandra-San Pedro-Grand-Béréby de la route côtière ». Cette somme permettra de renforcer la section de 180,5 km de route cô-

tière sur une longueur de chaussée de 7,40 m et d'aménager les accotements nécessaires, en vue d'améliorer les échanges entre les régions de San Pedro, du Gbôklé et du district d'Abidjan.

L'aménagement de cet axe routier permettra également de faciliter l'accès à ces importantes zones touristiques, de productions agricoles et minières.

Construite en 1990, cette voie comprend plusieurs sections. Ce sont : Songon-Grand-Lahou : 93 km, Grand-Lahou-Fresco : 80 km et Fresco-Sassandra-Grand-Béréby : 180,5 km.

Axe majeur pour le développement des localités desservies, longue de plus de 353 km, elle a bénéficié en 2021 d'importants travaux de rénovation et de réhabilitation d'un coût de 308 milliards de FCFA entièrement financé par l'État de Côte d'Ivoire.

Source : Abidjan.net



BURKINA FASO

Lancement de travaux de construction d'ouvrages d'assainissement et de drainage des eaux pluviales

Le samedi 5 avril 2025 à Bobo-Dioulasso, le Premier ministre Jean Emmanuel Ouédraogo a lancé les opérations d'assainissement et de drainage des eaux de pluie dans plusieurs cités du Burkina Faso. Soutenu par la Banque mondiale, ce projet a pour objectif d'accroître la résilience des villes face aux impacts du changement climatique.



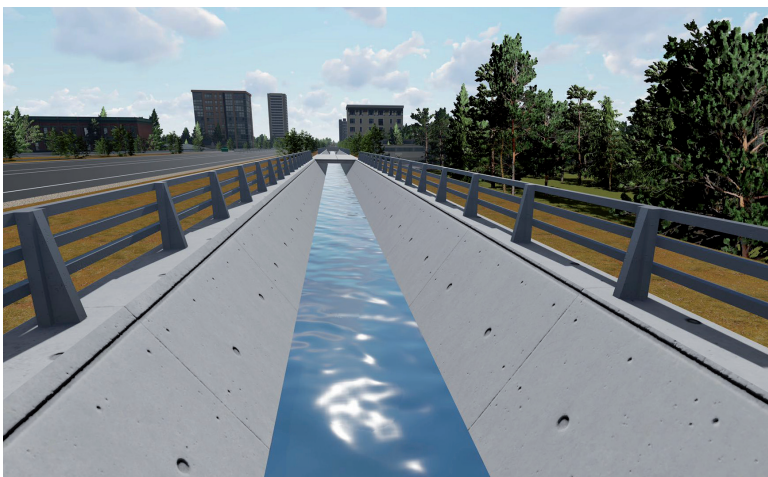
Ces ouvrages d'assainissement et de drainage des eaux pluviales, réalisés avec l'accompagnement de la Banque mondiale, vont profiter aux villes de Kaya, Ouahigouya et Bobo-Dioulasso. Ce projet, selon le chef du gouvernement, répond à une urgence nationale : faire face aux effets conjugués de

l'urbanisation rapide et des dérèglements climatiques. Cet événement, d'après lui, reflète l'engagement du gouvernement à accélérer les projets de développement sur l'ensemble du territoire. Le Premier ministre a aussi souligné l'importance majeure de Bobo-Dioulasso dans les projets d'infrastructures, pour consolider sa

position en tant que centre économique et culturel du Burkina Faso.

Le projet, structurant et multisectoriel, comprend non seulement la réalisation d'ouvrages de drainage pour protéger les populations contre les inondations, mais aussi la réhabilitation et l'aménagement de 60 km de voiries dans la ville de Bobo-Dioulasso, la construction de la voie de contournement de Bobo, d'aires de stationnement et l'accompagnement des personnes déplacées internes etc. Il s'agit d'un programme ambitieux qui s'inscrit dans la volonté du gouvernement de bâtir des villes plus résilientes et durables.

Lors de son discours devant les médias, Adama Luc Sorgho, le ministre des Infrastructures et du Désenclavement, a souligné l'importance primordiale des collectivités locales et des citoyens dans la réalisation de ce projet. Il a indiqué que certaines zones ciblées de Bobo-Dioulasso, en particulier les secteurs 7 et 8 qui





bordent le camp militaire et la RTB, seront équipées d'un collecteur de grande dimension pour évacuer les eaux stagnantes. « Ce projet incarne la résilience, la solidarité et la prévoyance face aux défis futurs », a affirmé le ministre.

Hamoud Abdel Wedoud Kamil, représentant résident de la Banque mondiale au Burkina Faso, a également souligné l'engagement de sa banque à appuyer ce projet. Il a assuré que le Projet de mobilité et de développement urbain des villes

secondaires (PMDUVS) s'aligne parfaitement avec les priorités nationales et les buts de la Banque Mondiale concernant la résilience aux impacts du changement climatique. Il a de nouveau confirmé la volonté de la Banque d'appuyer le Burkina Faso dans l'accomplissement réussi de cette initiative.

Ce lancement marque une étape décisive dans la mise en œuvre des engagements du gouvernement de la Transition en matière d'infrastructures urbaines. Le partenariat

renouvelé avec la Banque mondiale témoigne de la confiance des partenaires techniques et financiers dans la capacité du Burkina Faso à engager des réformes structurantes au service de ses populations.

Faut-il le signaler, le ministre des infrastructures a remis symboliquement des vivres de 9 tonnes à une trentaine de personnes affectées par le projet. À Bobo, ils sont 500 personnes à être touchées.

Source : DCRP/MID

Dans les villes concernées, les travaux se présentent comme suit :

Bobo-Dioulasso :

Les travaux d'aménagement d'ouvrages d'assainissement des eaux pluviales et de voiries connexes qui vont se réaliser essentiellement dans les secteurs 2, 9, 10, 11, 17, 21, 22, 23, 25 de la ville de Bobo Dioulasso. Ces travaux vont consister à :

- Construire un réseau de 18,43 km de collecteurs, de caniveaux et dalots en béton armé ;
- Construire un réseau de 1,57 km de collecteurs en maçonneries de moellons ou de granites ;
- Aménager 15,73 km de rues adjacentes en terre ;
- Curer 3,48 km de caniveaux et 0,10 km de marigot ;
- Réhabiliter un bassin de rétention ;
- Réaliser 14 ;25 km d'éclairage public solaire.

Kaya :

Les travaux d'aménagement d'ouvrages d'assainissement des eaux pluviales et de voiries connexes qui vont se réaliser essentiellement dans les secteurs 1, 2, 3, 4 et 6 de la ville de Kaya. Ces travaux vont consister à :

- Construire un réseau de 15, 97 Km de collecteurs, caniveaux et dalots en béton armé de section rectangulaire ;
- Construire un réseau de 3, 08 Km de collecteurs en béton armé de section trapézoïdale ;

- Aménager 7, 40 km de rues adjacentes en terre ;
- Curer 3, 04 km de caniveaux et 0,21 km de marigot ;
- Réaliser 10 km d'éclairage public solaire.

Ouahigouya :

Les travaux d'aménagement d'ouvrages d'assainissement des eaux pluviales et de voiries connexes qui vont se réaliser essentiellement dans les secteurs 1, 2, 3, 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 11 de la ville de Ouahigouya. Ces travaux vont consister à :

- Construire un réseau de 13, 78 km de collecteurs, caniveaux et dalots en béton armé de section rectangulaire ;
- Construire un réseau de 9, 72 Km de collecteurs en béton armé de section trapézoïdale ;
- Aménager 16.3 km de rues adjacentes en terre ;
- Curer 4, 45 km de collecteurs et caniveaux à curer ;
- Réaliser 10 km d'éclairage public solaire.

L'assainissement des trois villes que sont Kaya, Ouahigouya et Bobo Douilasso, dont le coût total de réalisation s'élève à environ 33 milliards de FCFA est financé par l'Etat Burkinabé et la Banque Mondiale.

BURKINA FASO

Une nouvelle cimenterie voit le jour à Laongo, dans le Plateau-Central

Le président du Faso, chef de l'État, le capitaine Ibrahim Traoré, a présidé, le jeudi 20 mars à Laongo, commune de Ziniaré dans la région du Plateau-Central, la cérémonie d'inauguration d'une cimenterie de la Société industrielle Sino Burkina de ciments (CISINOB) portée par des investisseurs privés.

D'un coût d'investissement de 26 milliards FCFA, CISINOB est une unité industrielle d'une capacité de production estimée à 2000 tonnes par jour avec 110 salariés permanents et 300 salariés saisonniers.

Le directeur général de la CISINOB, Zhang Bing, a promis que la cimenterie entend « jouer son rôle dans le progrès économique et social du Burkina Faso ».

Dans son allocution d'inauguration officielle de la cimenterie prononcée par le ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat, le président du Faso, le capitaine Ibrahim Traoré, a soutenu que « la réalisation de ce projet prouve une fois de plus que le Burkina Faso est un pays à fort potentiel d'investissement contrairement aux discours pessimistes et alarmistes tenus dans certaines chapelles ».

Selon le chef de l'État, cette cimenterie, la première dans une ville secondaire de notre pays, vient consolider l'offre existante et s'inscrit parfaitement « dans notre vision d'un développement endogène durable ».

Portée par des investisseurs chinois, la CISINOB est le témoin de l'excellence des relations de coopération entre notre pays et la République populaire de Chine. Et face à la presse à l'issue de la cérémonie d'inauguration, le président du Faso, a déclaré que « c'est un message fort que nous envoyons aux investisseurs étrangers qui souhaitent venir au Burkina Faso, que le paysage est bien ouvert pour peu qu'on respecte nos règles, nos lois et notre souveraineté ».

En perspective, le chef de l'État entend échanger avec toutes les cimenteries pour une baisse du prix du ciment dans notre pays.

Source : Direction de la communication de la Présidence du Faso



MAROC

Le port de Casablanca approfondit son terminal polyvalent pour accueillir des navires de plus grandes tailles

Les opérations d'amélioration du terminal polyvalent du port de Casablanca ont récemment été lancées. Ce projet a pour objectif de rendre possible l'accueil de navires plus imposants, du type Postpanamax, capables de transporter des chargements en masse pouvant atteindre les 60 000 tonnes.



Les travaux d'approfondissement du terminal polyvalent ont été initiés par le port de Casablanca. Ce projet audacieux se concentre précisément sur les emplacements à quai de la série 30, qui doivent atteindre une profondeur de -2 m/zh. Il fait partie d'une initiative visant à développer et optimiser les infrastructures portuaires, dirigée par la DEPC-TP (Direction des études et projets de construction des travaux publics). Le but principal de cette expansion est d'équiper le terminal pour la réception de navires de plus grande

envergure, tels que les Postpanamax, qui ont la capacité de transporter des chargements énormes pouvant aller jusqu'à 60 000 tonnes. Cette progression représente un outil stratégique crucial qui donne au terminal un atout concurrentiel significatif et augmente son attrait auprès des chargeurs et des armateurs. Quand la capacité du terminal sera élargie, les clients auront l'opportunité d'optimiser leurs flux, de minimiser les frais d'expédition, réduisant ainsi leurs dépenses logistiques. Ce projet répond donc

directement à la demande grandissante de capacité d'hébergement et d'optimisation des coûts dans l'industrie maritime.

Le développement du port de Casablanca passe par l'amélioration du terminal multifonctionnel, qui constitue une avancée significative. L'entreprise vise à moderniser ses installations et à les aligner sur les besoins du commerce maritime contemporain, tout en proposant de nouvelles possibilités à sa clientèle.

Source : Challenge.ma

MAROC

Casablanca se dote du plus grand chantier naval d'Afrique

L'Agence nationale des ports (ANP) du Maroc est à la recherche d'un concessionnaire du chantier naval du port de Casablanca pour une durée de 30 ans. Un appel d'offres pour son recrutement est lancé à cet effet.

L'opérateur recherché par l'ANP doit être « spécialisé pour la concession de l'aménagement, l'équipement, l'exploitation et la maintenance du nouveau chantier naval du port de Casablanca », en construction.

Le chantier naval de Casablanca est le plus grand de tous les chantiers existants en Afrique. Le Maroc compte déjà deux petits chantiers à Casablanca et Agadir, principalement dédiés à la réparation des bateaux de pêche.

Selon l'Agence nationale de presse, les autorités marocaines ont déjà investi 300 millions de dollars (265 millions d'euros) dans ce projet. L'ANP précise que cette initiative comporte « quatre catégories d'installations : une cale sèche mesurant 244 mètres sur 40 mètres ; une plateforme de levage s'étendant sur 150 mètres et 28 mètres de large, avec une capacité de 9 000 tonnes ; un quai mesurant 62 mètres sur 13 mètres doté d'un portique d'une capacité de 450 tonnes, ainsi qu'une longueur totale de quais d'accostage atteignant 820 mètres », sans oublier les 21 hectares de terre-pleins.

En 2022, en application des sanctions contre la Russie après l'inva-

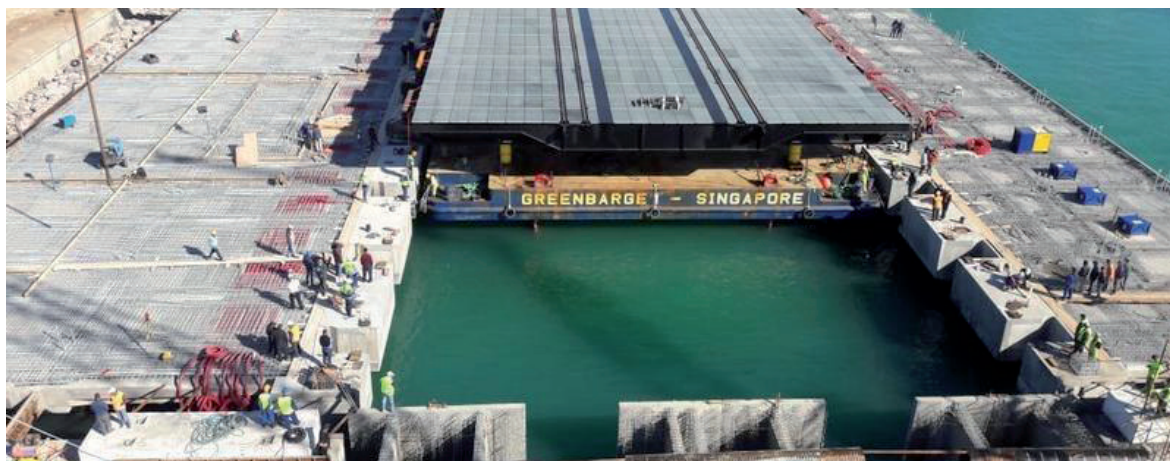


sion de l'Ukraine, les ports canariens avaient été fermés aux bateaux russes. Situation qui a contraint ces navires à effectuer leurs réparations dans les chantiers navals marocains. Selon Abdellatif Lhouaoui, porte-parole de l'ANP, le Maroc espère ainsi attirer une portion des navires se rendant vers des « chantiers navals saturés du sud de l'Europe » grâce à ce nouveau chantier naval. Des sources du secteur indiquent que le constructeur naval français Naval Group est pressenti pour remporter ce nouveau projet de construction navale à Casablanca, au détriment de ses rivaux comme le Sud-coréen Hyundai, qui dispose du plus vaste chantier naval mon-

dial à Ulsan, ainsi que l'Espagnol Navantia. Les chantiers navals représentent la troisième phase d'un plan de développement initié en 2004 avec l'établissement du port de Tanger-Med, qui se pose comme un rival d'Algésiras.

En 2024, le port marocain a connu une croissance de 18,8 % et traité 10,24 millions de conteneurs. Le Maroc veut reproduire cette expérience l'année prochaine à Nador West Med, un port en construction au large d'Almería, ainsi que dans les villes côtières de Safi et de Dakhla, dans le Sahara marocain, croit savoir El Confidential.

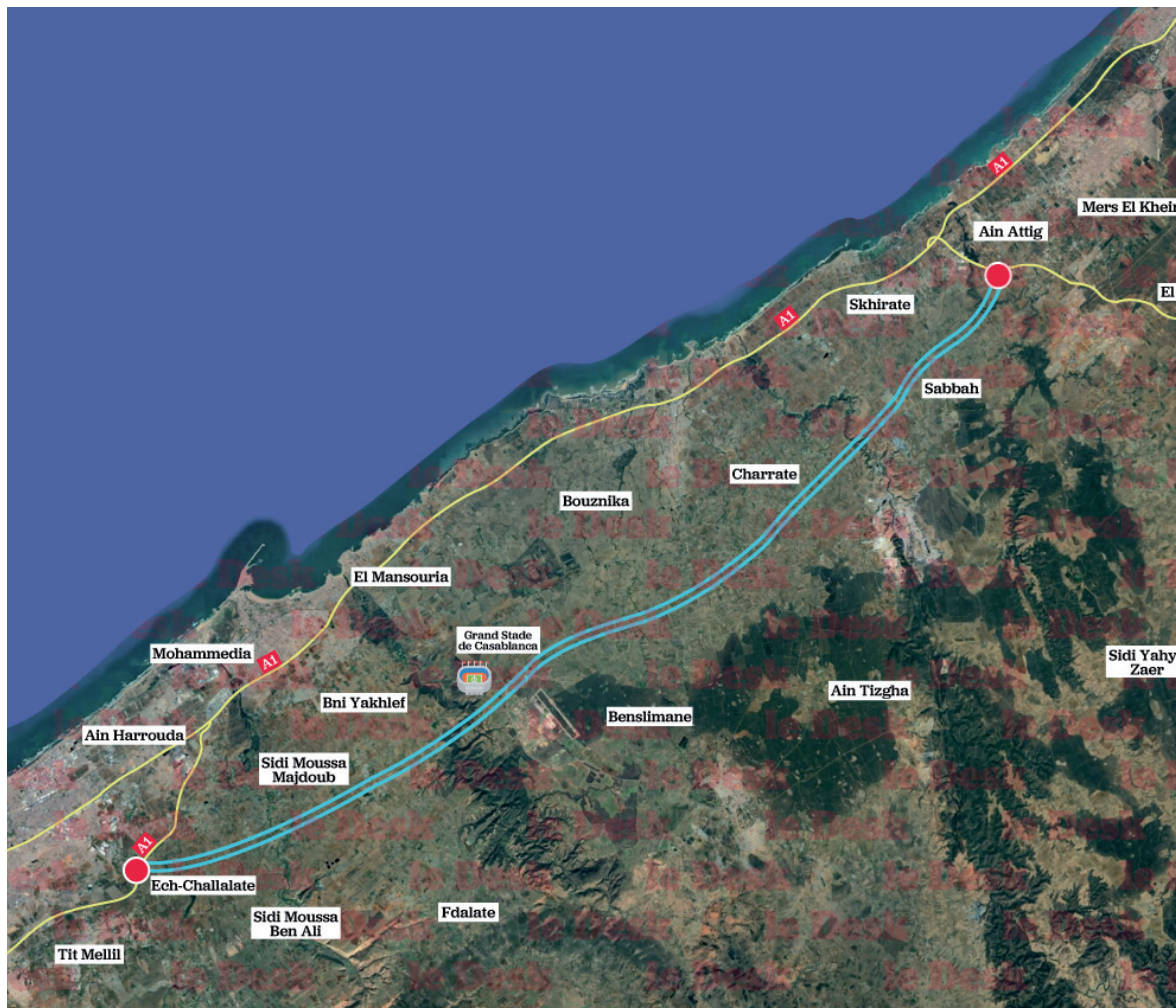
Source : La relève.ma



MAROC

Le pays s'offre une nouvelle autoroute à 28 milliards de dirhams

Le Maroc a entrepris des études préliminaires pour définir les caractéristiques techniques et le montage financier d'un projet d'autoroute reliant Marrakech à Fès via Beni Mellal et Khénifra.



On évalue actuellement le coût de cette infrastructure à environ 28 milliards de dirhams. D'après les renseignements fournis par Nizar Baraka, le ministre de l'Équipement et de l'Eau, qui répondait à une question écrite du parlement, ce projet représente un axe structurant pour le territoire. « Ce projet, qui s'étend sur une longueur d'environ 420 kilomètres, est l'un des projets structurants du territoire national », a déclaré Nizar Baraka ajoutant qu'il « permettra de relier d'importants pôles éco-

nomiques comme Marrakech-Beni Mellal et Fès-Meknès, en passant par d'autres villes (Kalaa des Sraghna, Khénifra, Mrirt, Azrou). »

La future autoroute devrait permettre de diminuer la congestion sur la route nationale n° 8. Elle devrait également contribuer à une amélioration de la sécurité routière pour les usagers. De plus, le projet est présenté comme un outil pour réduire les disparités territoriales et pour stimuler l'activité économique dans les régions qu'il traversera.

L'importance de ce projet a été

mise en évidence par le député Mohamed Baddou, du Rassemblement national des indépendants. Dans sa question adressée au ministre, il a décrit ce lien autoroutier comme un « projet essentiel » pour favoriser le déplacement entre les diverses villes du royaume. Le législateur a également souligné la nécessité de garantir son financement et sa mise en œuvre avant la date limite de la Coupe du Monde 2030.

Source : La relève.ma

MAROC

L'esplanade de l'aéroport Mohammed V de Casablanca fait peau neuve

Le 15 avril 2025, l'aéroport Mohammed V de Casablanca a marqué un jalon important dans sa métamorphose en dévoilant une nouvelle esplanade complètement redessinée pour les départs des terminaux 1 et 2. Dans le contexte de la stratégie « Aéroports 2030 » de l'Office national des aéroports (ONDA), ce projet a pour objectif de moderniser les infrastructures aéroportuaires du Royaume.



A leur arrivée, les passagers peuvent bénéficier d'une approche simplifiée vers le terminal : dépose directe au premier étage, orientation rapide vers l'une des six entrées identifiées par compagnie aérienne, et enregistrement réalisable en moins de deux minutes. Avec tout cela, l'espace a été modernisé, avec un design épuré et des flux de travail soigneusement révisés.

Les transformations ne se limitent pas à cela. Parmi les améliorations notables figurent un marquage au sol modernisé, une signalétique claire, des totems informatifs associant chaque compagnie à sa porte d'accès, ainsi qu'un éclairage renforcé pour assurer confort et sécurité à

toute heure. Un dépose-minute gratuit de dix minutes a également été instauré au niveau 1 pour les véhicules privés et les taxis, tandis que le niveau 0 est désormais réservé aux arrivées, avec un pick-up distinct pour éviter les encombrements.

Avec ce nouvel agencement, les accès traditionnels aux terminaux seront désengorgés et la qualité d'accueil significativement améliorée pour les voyageurs et pour leurs accompagnants.

Cette esplanade n'est qu'une étape parmi d'autres. Depuis mars, plusieurs mesures structurantes ont été déployées : suppression des dispositifs d'inspection à l'entrée, remplacement du double contrôle passeport par des portillons auto-

matiques, réouverture des espaces publics pour favoriser une atmosphère plus chaleureuse.

Ces avancées majeures, on les doit à la bonne coordination entre les différents acteurs concernés, dont le ministère de l'Intérieur, la DGSN, la Gendarmerie Royale, la Direction de l'Immigration, l'Administration des Douanes et la Wilaya de Casablanca. Avec cette transformation, l'ONDA confirme sa volonté d'offrir une infrastructure moderne, fluide et centrée sur l'usager. L'aéroport Casablanca Mohammed V affirme ainsi sa place de hub incontournable, symbole d'un Maroc tourné vers l'avenir.

Source : Hespess FR / LNT.ma

RÉPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Vers une modernisation du port de Kalemie

Un contrat public-privé de concession crucial concernant le financement, la conception, la construction, l'exploitation et l'entretien du port industriel de Kalemie, dans la province du Tanganyika, a été signé à Kinshasa le 1^{er} avril 2025 entre la République démocratique du Congo et le consortium Jintai Mining PTE Ltd et Tembo Majengo Company SARL.

La cérémonie de signature s'est déroulée entre le vice-premier ministre, ministre des Transports, des Voies de communication et du Désenclavement, Jean-Pierre Bemba pour la partie congolaise, et M. Ye Zhiyong, directeur général de Jintai Mining PTE Ltd.

Les travaux de modernisation du port de Kalemie se dérouleront en deux phases. La première phase des travaux, estimée à 70 millions de dollars américains, devrait s'achever fin 2026. Et quand la seconde phase sera terminée, le port aura une capacité de transport de deux millions de tonnes de marchandises, renforçant ainsi le développement économique de la province du Tanganyika et améliorant les échanges commerciaux entre la RDC et la Tanzanie via le corridor central.

« Ce contrat concerne la construction d'un port moderne à Kalemie, dans la province du Tanganyika. Ce port va stimuler le développement de la province et favoriser les échanges commerciaux entre la RDC et la Tanzanie. Nous allons procéder par étapes pour la construction du port, avec deux phases. La



première phase devrait être achevée et mise en service d'ici la fin de l'année prochaine. Cette phase représente un investissement d'environ 70 millions de dollars. Une fois les deux phases terminées, ce port pourra transporter jusqu'à 2 millions de tonnes de marchandises », a déclaré Ye Zhiyong, directeur général de Jintai Mining.

Le contrat de concession englobe divers autres projets d'infrastructures envisagés dans le cadre de la future convention de partenariat à établir entre le concessionnaire

ou son entité affiliée et le gouvernement de la République Démocratique du Congo. Cette initiative comprend plusieurs projets tels que la construction de la route qui connecte Kalemie à Manono, l'établissement d'un port flottant sur le lac Tanganyika, la construction d'un port sec, l'aménagement d'un aéroport à Kalemie ainsi que la mise en place d'infrastructures sociales et d'une centrale hydroélectrique pour générer de l'énergie dans la province du Tanganyika. Ce projet s'inscrit dans une série d'initiatives visant à moderniser les infrastructures portuaires de la région.

En 2021, le Fonds de promotion de l'industrie (FPI) avait signé un contrat avec China Gezhouba International Engineering pour la réhabilitation du port de Kalemie, avec un investissement de 126,9 millions de dollars américains. Les objectifs étaient d'augmenter la capacité mensuelle d'importation et d'exportation de 1 500 tonnes à 15 000 tonnes, facilitant l'accostage de navires de gros tonnage et stimulant les activités économiques locales.



Sources : Lepotentiel.cd / Lepoint.cd / Radio Okapi

Vers des échanges commerciaux plus fluides grâce à la construction de ports secs

Un accord a été signé entre la Tanzanie et la République démocratique du Congo (RDC) concernant l'octroi de terrains sur lesquels seront implantés des ports secs dans les deux pays. Les documents concernant le transfert des titres fonciers dans les zones visées ont été finalisés lors de rencontres bilatérales qui se sont déroulées à Lubumbashi, en RDC, du 3 au 5 avril 2025.



L'objectif de ces réunions était d'apprécier le progrès du Programme de développement des infrastructures de transport, un projet initié en 2022 sous la direction de l'Agence de facilitation du transport de transit du corridor central (CCTTFA, en anglais). L'objectif de ce programme est d'améliorer les relations commerciales et la connectivité entre les deux pays. D'après la CCTTFA, chaque nation allouera 60 hectares de terrain. Des terrains à Kasumbalesa et Kasenga en RDC seront alloués à la Tanzanie, alors que la République démocratique du Congo se verra attribuer des parcelles à Kwala et Katoshu en Tanzanie. L'agence précise que la conclusion des titres de propriété « pave la voie pour le développement de ces infrastructures logistiques stratégiques ».

Des sources médiatiques de Tanzanie assurent que la construction des ports secs devrait être finalisée dans les 18 mois à venir. Selon ces

mêmes références, la construction de ces infrastructures s'effectuera dans le cadre de partenariats public-privé.

Selon Godius Kahyarara, secrétaire permanent du ministère tanzanien des Transports, le volume de fret acheminé du port de Dar es-Salaam vers la RDC a augmenté de 180 % au cours des quatre dernières années. Selon ses dires, le port a vu son volume traité passer de 14 à 28 millions de tonnes durant la même période.

Pour réduire la congestion de Dar es-Salaam, favoriser le transit régional et accélérer l'acheminement des biens vers les nations sans littoral telles que la RDC ou le Burundi, il est impératif de mettre en place des ports secs pour faire face aux contraintes logistiques.

Les rencontres bilatérales organisées du 3 au 5 avril 2025 ont aussi mis en évidence des avancées concernant d'autres initiatives inscrites dans le Programme de développement des

infrastructures de transport entre la République démocratique du Congo et la Tanzanie.

Parmi les réalisations citées par la CCTTFA, on trouve notamment la construction actuelle du port de Kalemie, pour lequel un contrat de partenariat public-privé a été signé récemment, la réhabilitation en cours de la route Kalemie-Nyunzu-Manono (468 km), ainsi que des projets d'investissement dans les voies ferrées en Tanzanie et en RDC. On a également constaté des progrès dans le domaine aérien, avec la proclamation de Kalemie et Goma (en RDC), ainsi que Mwanza et Dodoma (en Tanzanie), comme nouveaux points d'entrée officiels pour les voyageurs et les marchandises. D'autre part, la compagnie aérienne Air Tanzania (ATCL) envisage de débiter des liaisons directes entre Dar es-Salaam et Kinshasa en avril 2025.

**Sources : Agence Ecofin /
Bankable.africa**

SÛRETÉ AÉRIENNE

L'audit de sûreté aérienne mené par l'OACO concluant, Madagascar se met à l'heure des standards internationaux

À la suite d'un audit mené par l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), le verdict est tombé : le taux de conformité des aéroports internationaux de la Grande Île atteint 67,07 %, ce qui représente une progression de 25 points par rapport au score de 41,22 % obtenu lors du précédent audit, en 2013.



Suite à une évaluation réalisée par l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), le jugement a été prononcé : 67,07 % des aéroports internationaux de la Grande Île respectent les normes, indiquant une amélioration significative de 25 points par rapport au résultat précédent de 41,22 %, obtenu lors du dernier audit en 2013.

Le 10 avril 2025, à l'aéroport international d'Ivato, l'autorité aéronautique malgache a fêté ce qu'elle considère comme une « avancée significative » et un « jalon franchi » dans le domaine de la sécurité aérienne. Actuellement, Madagascar se positionne à la douzième place dans le classement régional, surpassant des nations telles que les Seychelles et l'Érythrée.

« Cela atteste de la fiabilité de la sécurité aérienne dans nos aéroports internationaux, et nous sommes en mesure de recevoir tous les vols internationaux et domestiques », a commenté Valery Ramonjavelo,

ministre des Transports et de la Météorologie, après l'annonce des résultats.

Pour déterminer ce taux de conformité, huit domaines ont été examinés, y compris la législation actuelle, les réglementations renforcées, la formation des employés et la gestion aéroportuaire. Selon les responsables, ces facteurs contribuent à la réputation actuelle des aéroports internationaux de Madagascar.

Le colonel Damasy Gervais, qui est à la tête de l'ACM, a souligné que ce score représente une avancée significative, mais ne constitue pas un objectif final en soi. Il devrait plutôt inciter à continuer les efforts pour assurer un espace aérien de plus en plus sécurisé et en accord avec les standards internationaux, estime-t-il. Il met l'accent sur le fait que les infrastructures et les installations aéroportuaires ont connu une évolution majeure depuis 2013, et que ces progrès ont été intégrés dans l'évaluation.

« L'OACI a proposé plusieurs recommandations pour augmenter progressivement ce score. » « Ainsi, chaque année qui s'écoule, nous nous efforcerons d'harmoniser davantage les normes de sécurité aérienne dans nos aéroports avec les standards internationaux », a souligné le directeur général de l'ACM. Lors de l'audit précédent en 2013, Madagascar avait enregistré un score de 43 sur 100, ce qui le plaçait bien en dessous de la moyenne mondiale qui était alors de 62. À la fin de 2024, un audit sans préavis réalisé par des spécialistes de l'OACI avait déjà signalé des améliorations significatives, aujourd'hui corroborées par les résultats officiels. Selon l'ACM, cette dynamique aidera le pays à poursuivre son chemin vers une conformité renforcée et durable, alignée sur les normes internationales.

**Source : L'Express
de Madagascar**

MADAGASCAR

Le bac pour le transport des véhicules et des passagers est de nouveau opérationnel à Madirovalo

La localité de Madirovalo, un village rural se trouvant dans le district d'Ambato-Boeny, est fortement isolée. Pendant trois ans, aucun ferry ne garantissait plus la connexion entre cette localité et Ambato-Boeny, en raison de sa dégradation. Le bac avait coulé au troisième radier, il y a trois ans.



Aujourd'hui, grâce à la collaboration et aux efforts déployés par les acteurs économiques locaux, dirigés par le président de l'Association des opérateurs (Mpandraharaha VMMA), Mamy Taratra, et le maire de Madirovalo, Souleh Ali, le nouveau bac a été réceptionné au quai d'Antafia-Be. Polosy et Mounzir Ajij Aly, assistants parlementaires, ont aussi convaincu différents responsables de rétablir le bac. Le transport des résidents entre Madirovalo et Ambato-Boeny a donc recommencé. Néanmoins, les routes à l'intérieur

de Madirovalo sont encore en très mauvais état. « Nous désirons une réhabilitation de la rue en centre-ville, car elle est fortement détériorée et pose un risque évident pour les utilisateurs. » Il est également important d'assurer une liaison terrestre et fluviale avec Marovoay. Le maire de la commune rurale de Madirovalo a demandé l'ouverture de la route menant à la capitale du district lors de sa rencontre avec le gouverneur de la région Boeny, Mokhtar Andriantomanga, jeudi au complexe administratif d'Ampisikina. Le gouverneur a fait des suggestions

relatives à la rue du centre-ville. Il a aussi proposé l'achat d'un bus pour faire la liaison entre Madirovalo et Marovoay. Le maire a reçu des explications concernant le nouvel arrêté relatif au prélèvement des ristournes dans la région. « L'exploitation de ses ressources constitue la source majeure de revenus pour la région. » Le gouverneur conclut : « Il est essentiel d'inciter la population à s'acquitter de ses impôts pour le progrès de la région. »

**Source : L'Express
de Madagascar**

RDC

Le trafic sur le boulevard Lumumba à Kinshasa a repris après l'inondation

Le trafic a repris sur le boulevard Lumumba à Kinshasa, l'un des principaux axes routiers de la capitale congolaise, le 7 avril 2025. Cela fait suite à une interruption consécutive à des pluies torrentielles qui sont tombées du vendredi 4 au samedi 5 avril, entraînant de graves inondations. Cette reprise a été facilitée par la diminution du niveau des eaux.

A cause du blocage du boulevard Lumumba, qui est l'axe principal menant à l'aéroport international de N'djili, le seul aéroport de la capitale, de nombreux passagers ont été contraints d'utiliser des navettes maritimes mises en place depuis le port de Beach Ngobila vers les ports Kin-kole ou Safari Beach. Cela a été suivi de transferts en bus jusqu'à l'aéroport.

L'afflux de personnes a provoqué

une hausse des prix. Il y a des voyageurs qui déclarent avoir déboursé jusqu'à 150 dollars pour un siège dans un canot express. L'Office national des transports (ONATRA), qui a signalé «des pratiques tarifaires irrégulières observées chez certaines entreprises privées», souligne que le tarif officiel est établi à 20 dollars pour les grands navires et à 100 dollars pour les canots express.

Actuellement, beaucoup de mai-

sons dans les régions gravement affectées par les inondations demeurent en état d'inondation, ce qui rend leur accès extrêmement compliqué. En l'absence de solution de réinstallation immédiate, plusieurs familles touchées par la catastrophe demeurent coincées sur place, en attendant soit une assistance des autorités, soit un traitement complet de la situation.

Source : Bankable.africa



RWANDA-BURUNDI

413 millions de dollars pour stimuler les transports et le commerce transfrontalier

L'Agence nationale de développement des transports du Rwanda (RTDA) a procédé au lancement du Burundi-Rwanda Integrated Development Project (BRIDEP). Ce projet, financé à hauteur de 413,22 millions de dollars, a pour objectif d'ouvrir les zones frontalières et de dynamiser les transactions économiques.

Une aide financière conjointe de 413 millions de dollars a été accordée au Rwanda et au Burundi. La Banque africaine de développement (BAD), le gouvernement du Rwanda, l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) et le Fonds international de développement agricole (FIDA) assurent le financement du projet. Ces investissements iront aux infrastructures de transport, y compris la restauration des routes et des ponts clés entre les deux nations. Il prévoit la construction de 215,3 kilomètres de routes asphaltées, la réalisation d'études pour 406 kilomètres supplémentaires et la conduite de trois études sur le transport maritime afin de faciliter les échanges transfrontaliers. Parmi les projets prioritaires, figure



l'amélioration du corridor Bujumbura (Burundi)-Kigali (Rwanda), une route cruciale pour le transport de biens vers les ports du Kenya et de Tanzanie. Le but est d'améliorer la connectivité à l'échelle régionale, un élément clé pour stimuler le commerce et minimiser les frais de logistique.

Ce projet « va non seulement renforcer l'efficacité et la liaison des transports, mais aussi favoriser l'expansion économique et l'opportunité

d'emploi », explique Aïssa Touré, responsable pays de la BAD.

Le but du projet BRIDEP est de stimuler l'intégration régionale en optimisant la production agricole, les infrastructures de transport transfrontières et la facilitation du commerce. Il vise à améliorer la productivité et la production des chaînes de valeur agricoles prioritaires (maïs, riz, porc et volaille), en déployant à plus grande échelle des technologies d'agriculture résilientes au climat.

La BAD évoque également la nécessité de favoriser l'agro-industrialisation et l'emploi dans les chaînes de valeur ciblées, de combler les maillons manquants ainsi que les liens du dernier kilomètre pour stimuler l'intégration régionale et le commerce. Par ailleurs, il est question de diminuer les coûts des déplacements tout en renforçant la sécurité routière.

On prévoit la création d'environ 400 postes temporaires, dont une proportion de 30 % destinée aux femmes.



Sources : Bing.com /
Lobservateur.info

ÉTHIOPIE

La capitale se dote de 100 bus électriques pour faciliter la mobilité

La municipalité d'Addis-Abeba a mis en service 100 bus électriques dans les rues de la capitale éthiopienne fin mars 2025 dans le cadre des efforts pour promouvoir la mobilité électrique dans ce pays d'Afrique de l'Est.



Selon la chaîne Ethiopian Broadcasting Corporation, les bus de ce nouveau parc électrique, fabriqués par la société locale Belayneh Kindie Metal Engineering Complex à partir de pièces provenant de Chine, sont dotés de technologies avancées pour la gestion des transports et la détermination du prix des tickets.

Ces nouveaux bus électriques ont officiellement lancé leur service de transport pratique pour les résidents de la métropole, en parallèle du Bus Rapid Transit, un système innovant de transports collectifs urbains.

Ces bus électriques contribueront à renforcer le réseau de transport public qui traverse la capitale. Le ministre éthiopien des Transports et de la Logistique, Alemu Sime, cité dans ce reportage, a mis en exergue qu'en plus d'être écologiques, sans émission de dioxyde de carbone, ils assurent un transport confortable avec une grande capacité d'accueil pour les passagers.

Avec une batterie complètement chargée, ce bus électrique de 44 places peut parcourir jusqu'à 370 km, en fonction de l'utilisation du climatiseur et de la charge

du véhicule.

De son côté, le maire Adanech Abebe estime que ces bus électriques offrent de multiples avantages. Ils sont respectueux de l'environnement, opérant sans émettre de polluants, contribuant à une ville plus propre. Ils sont également conçus pour le confort et l'accessibilité, accueillant un grand nombre de passagers avec des fonctionnalités modernes. En termes d'abordabilité et d'efficacité, les bus devraient réduire les coûts de transport tout en fournissant des services de transit plus rapides.

Ces bus électriques emprunteront des voies réservées, garantissant un transport rapide pour les passagers. Ces autobus devraient considérablement réduire le déficit actuel de transports en commun à Addis-Abeba et proposer une alternative de déplacement plus commode, plus performante et plus respectueuse de l'environnement pour les résidents. D'après le département éthiopien des Transports et de la Logistique, plus de 100 000 véhicules électriques sont actuellement en circulation sur le territoire, et l'objectif du gouvernement est d'augmenter ce chiffre à

500 000 dans la prochaine décennie, en substituant 95 % des véhicules fonctionnant à l'essence.

L'intégration des voitures électriques dans les transports publics nationaux a lieu après l'annonce par le gouvernement éthiopien de son projet d'interdire l'importation de véhicules fonctionnant à l'essence ou au diesel, en vue d'accélérer la transition vers la mobilité électrique. Au départ, dans le cadre de son plan stratégique sur dix ans, le gouvernement éthiopien avait l'intention d'importer approximativement 148 000 voitures électriques et 48 555 bus électriques. Cependant, le ministère des Transports et de la Logistique a récemment déclaré que le projet décennal initial a été exécuté durant seulement les deux premières années de sa période de mise en œuvre (2021-2030).

En raison de l'exécution anticipée du plan décennal, le ministère a ajusté le plan stratégique national sur dix ans avec une nouvelle cible d'importation de 439 000 véhicules électriques pendant la période spécifiée.

Source : Agence de presse Xinhua / Energies-media.com

ÉGYPTE

Le pays mise sur l'urbanisation connectée et le développement d'infrastructures vertes pour améliorer le secteur des transports

Pour son secteur des transports, l'Égypte dispose d'un plan d'investissement pour l'exercice 2025/2026. Le document a été présenté lors d'une réunion interministérielle qui a aussi mis l'accent sur l'avancement du projet de métro d'Abu Qir à Alexandrie, financé par des bailleurs de fonds internationaux.

Le plan d'investissement 2025-2026 en Égypte s'inscrit dans le cadre de la « Vision 2030 ». Il est en parfaite adéquation avec les priorités gouvernementales et sectorielles. Il vise à renforcer la participation du secteur privé à travers la politique de propriété de l'État et à promouvoir une transition vers une mobilité durable. Le plan met l'accent sur l'urbanisation connectée et le développement d'infrastructures vertes.

Le secteur des transports est stratégique pour l'économie. Il contribue à la croissance, au commerce et à la mobilité des citoyens, et cela a été reconnu lors de la rencontre interministérielle. Pour améliorer le sec-

teur des transports, le pays prévoit l'extension du réseau ferroviaire, la modernisation des infrastructures portuaires et le développement des transports électriques.

Le ministre de la Planification, du Développement économique et de la Coopération internationale, Rania Al-Mashat, et le ministre des Transports, Kamel Al-Wazir, ont également rencontré des représentants de la Banque européenne d'investissement, de la BERD, de l'Agence française de développement et de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures pour faire le point sur l'avancement du métro d'Alexandrie.

Le projet vise à transformer le réseau ferré Abu Qir d'Alexandrie en une ligne de métro électrique sur laquelle seront érigés « un viaduc surélevé de Toson à Al Zahiria (13 stations surélevées et 8 stations à niveau), d'Abu Qir à Toson et de Kafr Abdou aux stations Misr ». Des véhicules ferroviaires électriques pour remplacer la flotte de type diesel exploitée sur cette ligne, afin de lancer une transition vers l'écomobilité.

Sa modernisation doit permettre de transférer une partie du trafic routier vers les rails, d'améliorer la qualité des transports publics et de réduire significativement les émissions de gaz à effet de serre.

La première phase du projet, d'une longueur de 21,7 km, va permettre d'augmenter la capacité de transport de 28 500 à 60 000 passagers par heure.

Ce projet s'inscrit dans la stratégie égyptienne pour son domaine des transports, qui comprend plusieurs lignes de train à grande vitesse, de tramway et de skyway. Selon les autorités, cette révolution a pour objectif de mettre fin à l'héritage défavorable du transport ferroviaire national, caractérisé par une succession régulière d'accidents. Le pays envisage également l'établissement d'unités de production locales de matériel ferroviaire pour accroître son parc et se transformer en un exportateur de trains, de pièces détachées et d'autres éléments ferroviaires.

Sources : APAnews / Agence Ecofin



SÉNÉGAL

À Dakar, le boulevard de Gaulle devient boulevard Mamadou Dia

Le boulevard Général De Gaulle est une importante voie de la capitale sénégalaise. À la veille de la fête de l'indépendance du Sénégal, il a été rebaptisé boulevard Mamadou Dia, en l'honneur de l'ex-président du Conseil du gouvernement sénégalais et acteur majeur de l'indépendance du pays.



Le président de la République du Sénégal a pris cette décision lors de la commémoration de la fête de l'Indépendance. C'est une manière de témoigner la reconnaissance nationale envers l'un des acteurs majeurs de l'accession du Sénégal à la souveraineté internationale.

Cette mesure, révélée le mercredi 2 avril 2025, à l'avant-veille de la commémoration du 65^e anniversaire de l'indépendance sénégalaise, témoigne d'un désir de réappropriation historique et de reconnaissance des architectes qui ont posé la fondation de la nation.

Autrefois appelé Allées Coursins, le boulevard avait d'abord été rebaptisé en hommage au général français Charles De Gaulle. Le 4 avril 1962, le deuxième défilé de l'Indépendance s'était déroulé sur cette célèbre avenue de Dakar, une démarche initiée par Mamadou Dia alors qu'il exerçait ses fonctions de président du Conseil.

Homme d'État doté d'une vision, Mamadou Dia a été une figure clé dans le processus conduisant à l'indépendance du Sénégal. Avec son homologue malien Modibo Keita, il a cosigné les accords de transfert de compétences du 4 avril 1960 aux côtés du président français Charles De Gaulle. Ces accords ont conduit à la création de la Fédération du Mali, première tentative d'unification entre le Sénégal et le Soudan français (aujourd'hui connu sous le



nom de Mali).

Toutefois, la dissolution de cette fédération en août 1960 a mis fin à la collaboration politique entre Mamadou Dia et Léopold Sédar Senghor, conduisant quelques années plus tard à son éviction du pouvoir et à sa détention en 1962. Malgré ce coup du sort, son dévouement pour un développement économique et social basé sur l'autosuffisance et la souveraineté demeure une référence dans l'histoire politique du Sénégal.

En donnant le nom de Mamadou Dia à cet axe majeur de la capitale, l'État sénégalais réhabilite une figure essentielle du nationalisme sénégalais et panafricain. Ce geste s'inscrit dans une dynamique de valorisation des pères fondateurs de l'indépendance et de transmission de l'histoire aux générations futures.

Sources : [Sudquotidien.sn](https://www.sudquotidien.sn/) / [Walf-groupe.com](https://www.walf-groupe.com/)

AFRIQUE

Le top 10 des ponts les plus longs

Les ponts, qui sont des structures essentielles, ont une importance capitale dans la liaison, les échanges commerciaux et les interactions au sein d'un continent ainsi qu'à l'étranger. Les ponts, en connectant des régions précédemment séparées, diminuent les délais et les dépenses de transport. Cela facilite le déplacement des biens pour les entreprises et l'accès aux services essentiels pour les individus. Il est donc logique que de nombreux gouvernements africains consacrent des fonds à des projets de construction de ponts, compte tenu de leur contribution à la promotion du commerce et à l'impulsion de la croissance économique. En Afrique, les ponts varient en termes de dimensions, de conceptions et d'importance, chacun portant une signification propre aux communautés qu'ils servent. Voici, selon Statisense, les dix ponts de plus grande longueur en Afrique.

Sources : Afrimag.com / Afriquebuzz.com

Pont du 6 octobre, Égypte (20,5 km)

Le pont du 6 octobre, achevé en 1996, constitue une artère de transport vitale qui enjambe le majestueux Nil au Caire, en Égypte. Cette structure emblématique, s'étendant sur 20,5 kilomètres, constitue un lien essentiel entre les parties est et ouest de la ville animée. Construit pour commémorer le 25e anniversaire de la guerre d'octobre 1973, le pont symbolise non seulement les prouesses techniques de l'Égypte, mais il revêt également une profonde signification historique et marque une étape importante dans les efforts de modernisation du pays. Sa construction a duré près de 30 ans.



Troisième pont du continent, Nigéria (11,8 km)



Le Third Mainland Bridge ou Troisième pont du continent est un lien infrastructurel vital à Lagos. Avec ses 11,8 km de long, c'est le plus long des trois ponts routiers traversant la lagune de Lagos. Reliant le centre commercial de l'île de Lagos au continent, la structure joue un rôle clé dans la réduction des embouteillages dans cet État très animé. Achevé en 1990, il connaît un trafic automobile quotidien moyen de 117 000 personnes.

Pont du canal de Suez (3,9 km)

Le pont du canal de Suez, également connu sous le nom de pont de la paix Moubarak, s'étend sur 3,9 kilomètres au-dessus du canal de Suez, reliant les continents d'Afrique et d'Asie. Achevé en 2001, il constitue un lien de transport vital pour les marchandises et les personnes entre les deux continents.



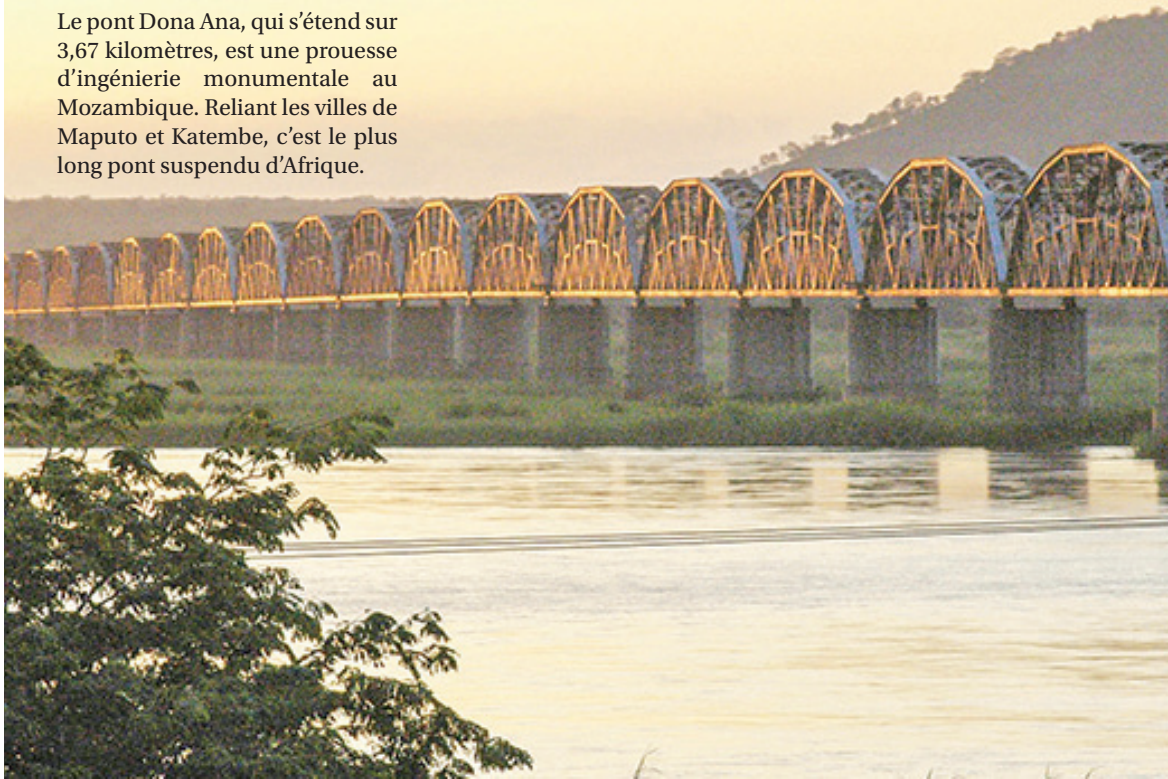
Pont de l'île du Mozambique (3,8 km)

Le pont de l'île du Mozambique est situé sur l'île du Mozambique. Il s'agit d'un pont de 3,8 km traversant l'océan Indien et reliant l'île du Mozambique au continent. Il a été achevé en 1969.



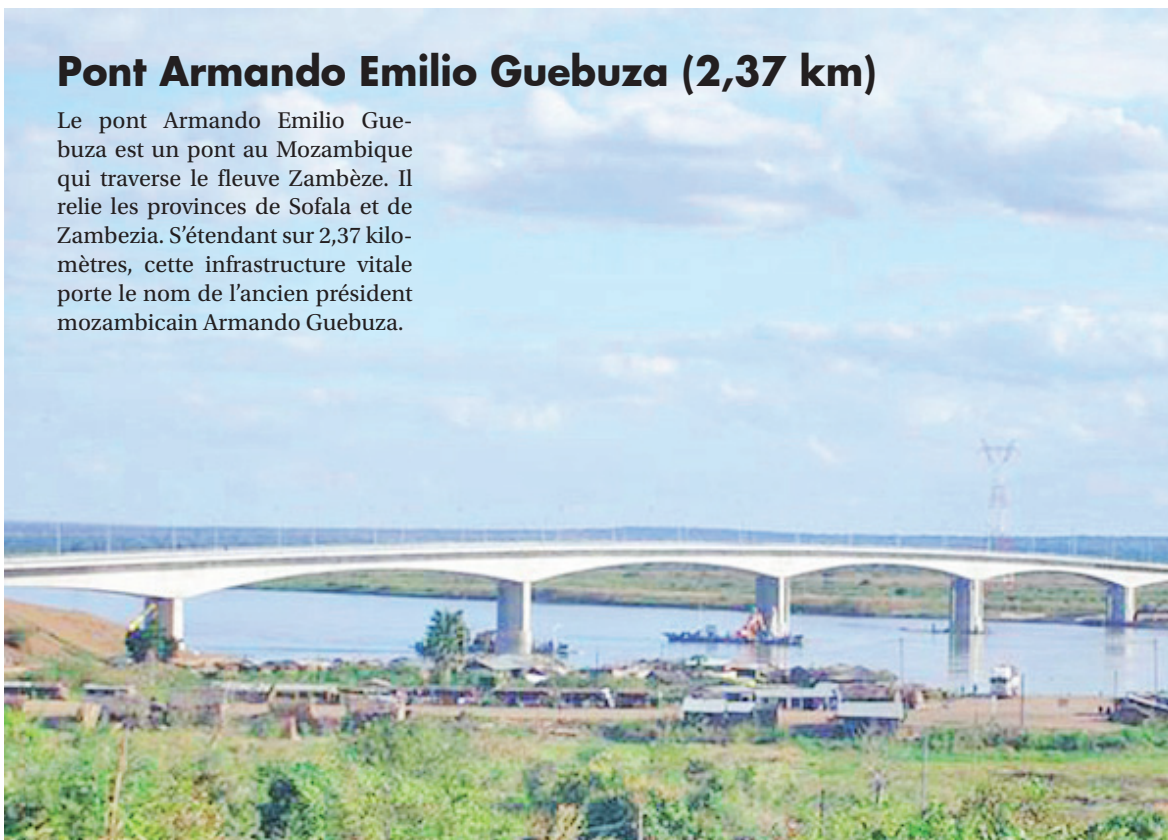
Pont Dona Ana (3,67 km)

Le pont Dona Ana, qui s'étend sur 3,67 kilomètres, est une prouesse d'ingénierie monumentale au Mozambique. Reliant les villes de Maputo et Katembe, c'est le plus long pont suspendu d'Afrique.



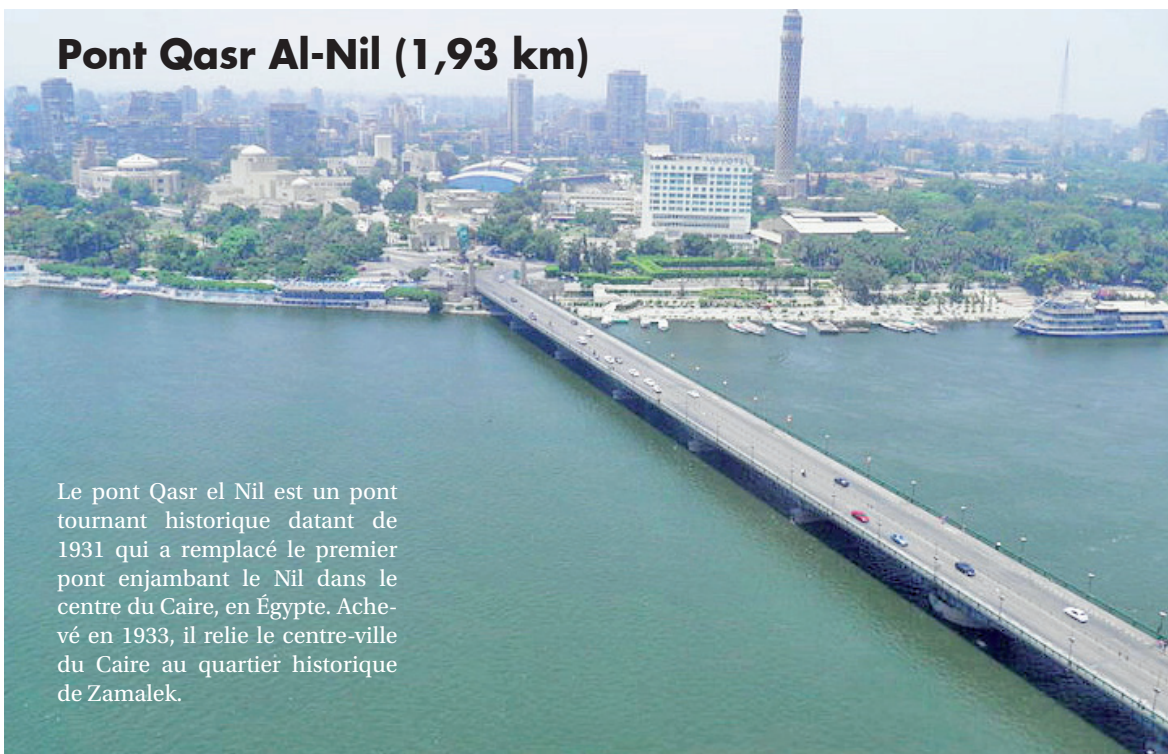
Pont Armando Emilio Guebuza (2,37 km)

Le pont Armando Emilio Guebuza est un pont au Mozambique qui traverse le fleuve Zambèze. Il relie les provinces de Sofala et de Zambèzia. S'étendant sur 2,37 kilomètres, cette infrastructure vitale porte le nom de l'ancien président mozambicain Armando Guebuza.



Pont Qasr Al-Nil (1,93 km)

Le pont Qasr el Nil est un pont tournant historique datant de 1931 qui a remplacé le premier pont enjambant le Nil dans le centre du Caire, en Égypte. Achévé en 1933, il relie le centre-ville du Caire au quartier historique de Zamalek.



Pont du Wouri (1,8 km)

Le pont du Wouri, long de 1 800 mètres, relie Douala au port de Bonabéri et assure le transport routier et ferroviaire vers l'ouest du Cameroun. Son importance s'étend au-delà du transport intérieur, facilitant le commerce international avec les pays enclavés comme le Tchad et la République centrafricaine.

Conçu à l'origine pour 2 000 véhicules par jour, le pont accueille désormais plus de 45 000 véhicules chaque jour, créant un trafic monstrueux à l'entrée du cœur de Douala.



Pont Mkapa (970m)

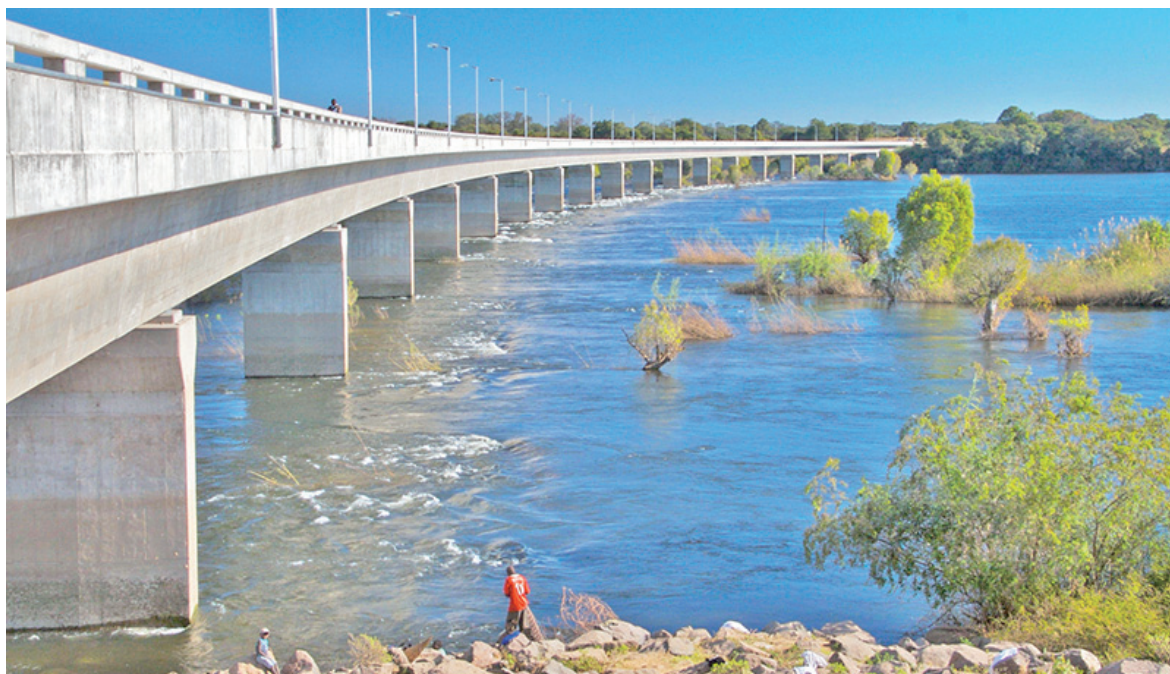
Le pont Mkapa, qui traverse la rivière Rufiji, détient le titre de plus long pont de Tanzanie. La construction du pont a énormément contribué à relier les régions du sud à d'autres régions importantes du pays. Un financement de 30 millions de dollars américains provenant du Fonds koweïtien, de l'OPEP et du gouvernement d'Arabie saoudite a facilité sa construction. Il porte le nom de Benjamin Mkapa, le troisième président de la Tanzanie.



Pont Katima Mulilo (900 m)

Le pont Katima Mulilo, également appelé pont 508 en Namibie, enjambe le fleuve Zambèze, reliant Katima Mulilo en Namibie à Sesheke en Zambie. Achevé en 2004, ce pont routier de 900 mètres comprend 19 travées

et constitue un lien crucial entre l'autoroute Trans-Caprivi de Namibie et le réseau routier de Zambie. Le pont joue un rôle important en facilitant les routes commerciales du centre-sud de l'Afrique vers l'océan Atlantique.





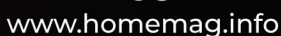
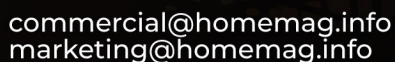
Mortgages
Electricity
grids
Immobilier
Habitat

Infrastructure
Mortgages
Architecture
Housing

Habitat
Mortgages



+226 70202466



RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Les maisons typiques, liens profonds entre les habitants et leur environnement

La République centrafricaine est caractérisée par des paysages diversifiés, et l'architecture de ses maisons illustre la connexion étroite entre les résidents et leur cadre de vie. À Bangui, tout comme dans plusieurs autres cités, les édifices reflètent une architecture marquée par le passé colonial : façades blanches, briques argileuses, toitures métalliques, témoignant d'un ajustement aux ressources matérielles à disposition. Cependant, dans les villages, l'architecture prend un autre aspect. Des habitations en terre battue aux abris en branchages des Baka, chaque région et groupe social construit son logement en fonction de ses coutumes et de son milieu naturel.



À Bangui et dans d'autres métropoles de la République centrafricaine, les habitants résident fréquemment dans des demeures blanchies à la chaux et construites en briques d'argile, dotées de fenêtres en bois et de toits en aluminium. Dans la forêt et les villages, le logement se présente sous diverses formes. Par exemple, les Baka habitent des maisons modestes à une seule pièce construites en utilisant des branches souples

et recouvertes de feuillage forestier. Le terme *mógulu* désigne les huttes traditionnelles utilisées par le peuple Baka. Ce sont des habitations individuelles constituées de branches et de feuillage édifiées par les femmes.

Hutte traditionnelle Baka

Dans la partie sud du pays, les gens vivent souvent dans des maisons enduites de torchis avec des toits tissés en feuilles de palme. D'autres,

en particulier ceux qui vivent à proximité des sociétés de bois, prennent les planches jetées des scieries pour construire leurs maisons. Plus au nord, certains, tels que le peuple Pana, vivent dans des maisons rondes d'une pièce en brique de boue et toit de chaume.

Maisons en planches de bois

C'est très difficile de déterminer quelles formes de maisons sont traditionnelles en République cen-



trafricaine. Pour certains Centrafricains, les soi-disantes formes traditionnelles de logement ont été effectivement introduites au cours de la domination coloniale française. Certaines personnes ont affirmé qu'elles vivaient autrefois dans des maisons faites d'écorce ou dans des constructions recouvertes de torchis, mais qu'elles ont appris à fabriquer des briques de boue par les autorités coloniales.

Les villages sont généralement situés le long et en face des routes. Cette pratique a été introduite dans les années 1920 afin de créer des « villages de plantation » pour

la culture du coton. L'habitation typique, qui doit être fréquemment remplacée à cause des termites, est faite avec des briques de boue séchées au soleil. Le toit est fait de chaume avec de l'herbe sauvage ; en forêt, ce sont des feuilles de palmier qui sont utilisées. Les structures de boue et de branchages ont été découragées sous la domination française, mais existent toujours. Les sols sont en terre pilée, où les gens dorment sur des nattes avec des adultes utilisant parfois des lits faits maison. Une famille entière vit dans un même logement, dont l'intérieur est divisé, surtout lorsque les pro-

priétaires ont été influencés par la culture occidentale. Les logements sont principalement utilisés pour le stockage et le sommeil. Toutefois, dans la saison de six mois sèche et chaude de la savane, les gens dorment fréquemment à l'extérieur.

Maison en briques de boue

L'intérieur d'un village typique centrafricain se prolonge jusqu'à la route. L'espace du village est donc complètement ouvert, de sorte que les activités de celui-ci soient visibles par tous et que les passants puissent être vus, accueillis et transportés dans une conversation. Il n'y a pas d'enceintes, sauf parmi les musulmans et les quelques personnes qui ont adopté leurs traits culturels. Pour les autochtones centrafricains, la dissimulation et le secret violent les normes culturelles.

Les centres urbains sont les sites de l'administration de la préfecture et de la sous-préfecture. Ils sont des conglomerats de villages, mais les gens riches tels que les fonctionnaires et les commerçants vivent dans des habitations construites de blocs de ciment, avec un plancher de ciment, et couvertes de tôle de métal. Les grands bâtiments de ce type sont utilisés par les ministères et les organisations religieuses.

Source : Maison-monde.com



GUINÉE ÉQUATORIALE

Vers une réforme des logements à la demande du vice-président

Une commission équato-guinéenne a séjourné en Chine pour vérifier la qualité du matériel de construction nécessaire à la rénovation des logements sociaux de Malabo et de Bata. De retour de sa mission, elle a rencontré, le lundi 31 mars 2025, le vice-président pour lui faire le point. Cette commission est dirigée par les Travaux publics, GEprojets, China Dalian et la société de surveillance.



La problématique des habitations sociales en Guinée Equatoriale est primordiale dans la situation actuelle où les scènes de familles déplacées et de bidonvilles deviennent de plus en plus visibles. Face à des évaluations récentes indiquant que près de 30 000 individus vivent dans des conditions précaires, la nécessité de rénover les habitations se fait pressante. Pour les autorités équato-guinéennes, il ne s'agit pas uniquement d'améliorer les infrastructures, mais aussi de restaurer la dignité et l'espoir pour des milliers de leurs concitoyens.

La commission a exposé les dossiers détaillés concernant les sélections de matériaux, en soulignant que seule l'approbation des fiches techniques demeurerait à accomplir. Après avoir examiné les renseignements approfondis sur les matériaux et

leurs caractéristiques respectives, le vice-président a demandé à GEprojets d'accélérer l'avancement des travaux, dans le but que la sélection des matériaux soit rapidement validée et que la commande puisse être effectuée car, a-t-il dit, « Il est crucial que nous prenions des mesures rapidement, chaque jour est précieux. »

Ainsi, le ministère des Travaux publics et des GEprojets avaient un délai de cinq jours pour donner son approbation concernant la catégorie d'équipements que l'entreprise China Dalian doit acquérir pour la réhabilitation des logements sociaux. Selon Nguema Obiang Mangué, il est crucial que les travaux soient relancés dans les plus brefs délais, étant donné que la communauté manifeste déjà de l'impatience pour regagner son domicile.

Dans le même esprit, il est question

de s'assurer que d'autres travaux en cours dans le pays sont menés à terme. Le vice-président de la République a donné le feu vert aux départements concernés pour lancer un appel d'offres à l'échelle internationale en vue de finaliser la construction de l'autoroute Malabo-Luba.

Une fois l'annonce officielle faite, les entreprises disposeront d'une période de trois semaines pour présenter leurs propositions individuelles. Suite à la réunion, Nguema Obiang Mangué a donné instruction aux ministères concernés de localiser les terrains appartenant à l'État pour empêcher l'occupation illégale dont se rendent coupables de nombreux citoyens en érigeant leurs résidences privées.

Source : Alwihdainfo.com / Tchadvision.com

OUGANDA

Les huttes traditionnelles Banyankole, un art de vivre structuré et codifié

Les huttes traditionnelles des Banyankole, peuple bantou d'Afrique de l'Est, ont une conception qui repose sur une organisation sociale précise, une répartition des rôles rigoureuse et un sens aigu de l'hospitalité. Chaque détail, du choix des matériaux à l'agencement intérieur, reflète les valeurs de cette communauté vivant principalement dans l'ouest de l'Ouganda. Ces constructions rondes en matériaux organiques offrent une fenêtre unique sur un mode de vie ancestral où rien n'est laissé au hasard.

Pourquoi la structure est-elle si particulière ?

La forme circulaire des huttes est d'abord une réponse pratique. Elle offre une stabilité naturelle, une meilleure résistance au vent, et facilite la circulation à l'intérieur. Mais cette géométrie a aussi une portée symbolique : elle reflète l'unité de la famille et la centralité de certains rôles. Trois espaces principaux composent chaque habitation : le salon, la chambre du chef de famille et celle des enfants.

Ces espaces ne sont pas séparés par des murs massifs, mais par des éléments légers et mobiles. Cette fluidité permet d'adapter les fonctions selon les besoins. L'usage de branches flexibles, de chaume et de terre battue traduit un rapport fort à l'environnement. Les Banyankole ne restent jamais longtemps au même endroit. Ils suivent les ressources : pâturages pour les éleveurs, terres fertiles pour les cultivateurs. La maison est donc pensée pour être montée, entretenue, puis

abandonnée sans regret.

Que représente le salon dans une hutte Banyankole ?

Le salon n'est pas juste un lieu de détente. C'est un espace multifonction. Il fait office de cuisine, de salle à manger, de zone de soins pour les jeunes veaux, et parfois même de dortoir d'appoint. Ce cœur de la maison n'a pas de porte fixe. On ferme l'entrée avec des branchages secs, appelés mihiigo. Les veaux dorment à proximité : leur présence et leur respiration sont perçues comme apaisantes.

Trois zones structurent ce salon :

Orugyeegye : plateforme pour les pots à lait

Amahega : espace du foyer (cuisine)

Akarugu : côté de l'entrée réservé aux jeunes animaux

Chaque espace a une signification forte. L'orugyeegye incarne l'ordre familial. Le plus grand pot à lait, placé près du poteau central, appartient au chef de famille. Les autres, classés par taille et fonction, repré-

sentent les autres membres. Ce système visuel traduit la hiérarchie sans jamais le verbaliser.

La cuisine et son intégration dans l'espace

Le foyer est installé directement au sol, avec trois pierres ajustables. Cette souplesse permet de cuisiner avec des pots de tailles variées. Au-dessus, une étagère suspendue en bois et en fibres végétales (orutara) sert à sécher ou faire mûrir les aliments : céréales, bananes, viande, insectes... Cette installation simple, mais très bien pensée, optimise la chaleur du feu tout en préservant les denrées.

L'autre côté du salon abrite souvent des jeunes animaux : veaux, chèvres ou poules. Le contact avec les bêtes est quotidien, même dans l'espace de vie. On ne parle pas encore de « pièce de vie ouverte », mais l'idée est là. Le sol est recouvert de tapis d'herbe douce, entretenus par les femmes et les filles.

Les peaux d'animaux ajoutent



confort et couleur. Deux tabourets suffisent : l'un pour le chef de famille, l'autre pour un visiteur de marque.

Où dort-on dans une hutte Banyankole ?

Deux chambres se cachent derrière le salon. Elles sont discrètes et pensées avec rigueur. La chambre des parents ne partage pas d'entrée directe avec celle des enfants. C'est un choix volontaire pour garantir l'intimité du couple. Cette pièce conserve un espace vide pour entreposer les objets précieux : armes, bâtons ou artefacts de valeur. Le lit, monté sur des pieux ou des termitières recouvertes d'herbe, est l'œuvre des femmes. Leur soin dans la préparation du couchage exprime leur rôle dans le confort.

Dans la chambre des enfants, le lit occupe toute la pièce. On y entre et on s'y allonge en file, les premiers arrivés allant au fond. Cette disposition garantit que les têtes soient tournées vers le mur extérieur, loin des bruits parentaux. À l'âge de 12 ou 13 ans pour les filles, et de 16 ou 17 ans pour les garçons, les jeunes quittent cette chambre. Ils se marient, construisent leur hutte, et prennent part à la transmission.

Une organisation qui reflète les rapports de pouvoir

Dans la culture Banyankole, l'habitat sert à rappeler, sans discours, les rôles de chacun. Le chef de famille dispose d'un tabouret réservé. Personne d'autre ne peut s'y asseoir. Il s'en sert pour bénir ou maudire. Lors d'un mariage ou d'une arrivée dans la belle-famille, il s'assoit pour prononcer ses vœux. Son pot à lait trône au centre du orugyeegy, tel un symbole de sa responsabilité. Cette position centrale, soutenue par le poteau principal, fait écho à son rôle de pilier familial.

La femme contrôle le stock de lait. Elle sait d'où il vient, à quoi il servira, et pour qui il est destiné. Personne d'autre ne peut y toucher. Elle décide des quantités, de l'ordre de service et garde le savoir-faire du beurre et des offrandes. Ce pouvoir est immense. Il structure le quotidien. Avec la commercialisation du lait, cette

fonction s'efface. Et avec elle, une part de l'autorité féminine dans les zones rurales.

L'hospitalité dans les maisons Banyankole

Recevoir est une évidence. La maison est toujours prête. Une natte, une peau de bête, un tabouret suffisent. Le foyer reste allumé. Le lait est proposé en premier. Et le visiteur n'est jamais de trop. Les veillées, appelées okuterama, permettent aux jeunes de se rencontrer, d'échanger des contes ou de jouer. Ces moments justifient la taille des huttes : il faut de la place pour accueillir. Même les vaches participent. Offrir une vache à un ami renforce les liens. Cela se fait autour d'un bol de lait partagé. La maison est alors témoin d'un engagement. Le bâtiment devient le garant d'un pacte. Cette générosité, concrète, influence directement l'architecture des huttes Banyankole.

Les chambres et les dynamiques de couple

La chambre des parents ne contient pas que des objets. Elle est conçue pour préserver l'intimité et faciliter l'amour. Le lit est positionné de façon à éviter tout bruit vers les enfants. Une anecdote revient souvent : les hommes s'aidaient du poteau central pour gagner en stabilité. On disait d'un mauvais amant qu'il accusait la peau d'animal d'être trop glissante. Cette plaisanterie en dit long sur l'importance accordée à la relation conjugale. L'architecture ne fait qu'accompagner ces usages. L'acte sexuel, dans cette culture, a ses horaires. L'aube est préférée. Entre 2h30 et 4h30, les enfants dorment profondément. Ce respect des rythmes renforce la discrétion et la complicité.

Des façades parfois décorées

L'extérieur des huttes Banyankole reste sobre dans la majorité des cas. Les structures sont en bois souple ou en terre recouvert de chaume, sans fondations en dur. Mais dans certaines zones, notamment dans les familles plus établies ou lors d'événements, les façades sont ornées de motifs peints à la main.

Ces décorations varient. On retrouve des formes géométriques simples, des lignes ondulées, ou des dessins floraux stylisés. Les motifs sont souvent appliqués avec de la terre colorée, du charbon broyé, ou des pigments naturels extraits de plantes. Ces peintures sont refaites régulièrement.

Les raisons de ces peintures ne sont pas uniformes. Certains les utilisent pour embellir la maison, d'autres pour exprimer une identité ou marquer un moment fort comme une naissance ou un mariage. Ces marques extérieures peuvent aussi indiquer l'appartenance à un groupe ou refléter un statut social.

Dans les zones rurales, ces peintures deviennent parfois un langage visuel. Elles parlent pour la maison. Elles disent que l'on est accueilli, que la famille est fière, que les ancêtres sont honorés. Même si cette pratique reste moins documentée, elle montre que l'esthétique ne s'arrête pas à l'intérieur.

Ce que l'on peut retenir

La hutte Banyankole n'est pas une maison au sens moderne. C'est un outil social, un lieu d'apprentissage, un théâtre de la vie quotidienne. Sa structure ne résulte pas du hasard. Elle respecte des codes, des usages, des croyances. Elle traduit une philosophie où chacun a sa place, où chaque objet a un sens.

Ce que la hutte Banyankole nous apprend :

- L'architecture peut transmettre des valeurs sans discours
- La forme d'une maison reflète les dynamiques sociales
- L'intimité conjugale est protégée par le bâti
- Le partage du lait structure les relations de pouvoir
- Les animaux font partie intégrante de l'habitat
- L'hospitalité influence la taille et l'agencement des pièces

À l'heure où l'habitat se standardise, ces modèles anciens rappellent qu'un logement peut être un lieu de transmission. Et qu'il est parfois bon de s'inspirer de savoir-faire ancrés dans le quotidien.

Source : Maison-monde.com

CÔTE D'IVOIRE

Les rois et chefs traditionnels formés aux nouvelles réformes du foncier urbain

Le jeudi 3 avril 2025 à Yamoussoukro, des rois et chefs traditionnels de Côte d'Ivoire ont bénéficié d'un séminaire de formation et de sensibilisation sur la réforme de la gestion du foncier urbain. C'est le ministre de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme, Bruno Nabagné Koné, qui a présidé la rencontre placée sous le thème « Rôle et responsabilité des rois et chefs traditionnels dans la gestion du domaine foncier urbain et la mise en œuvre des réformes du MCLU ». Elle visait à renforcer l'implication des autorités traditionnelles dans l'application des politiques foncières urbaines en cours.



Les activités ont été structurées en trois principaux axes. Le premier a dressé un diagnostic de l'implication coutumière : historique de la gestion des parcelles, rôle des chefs dans la délivrance des actes fonciers et problèmes auxquels l'État est confronté en matière de foncier villageois.

Le second s'est appesanti sur les réformes actuelles, notamment l'« Attestation de droit d'usage coutumier » (ADU), un nouvel instrument juridique conçu pour sécuriser les transactions. Le troisième a réitéré les attentes du ministère en charge de l'urbanisme. Les responsabilités traditionnelles ont notamment été précisées tandis que l'accent a été mis sur leur fonction de trait d'union avec les communautés.

« Le terrain est essentiel à l'existence de nos collectivités, il est la source d'identité, de prospérité et de stabi-

lité au sein des familles et des communautés », a commenté le ministre Bruno Nabagné Koné, pour souligner l'importance de cette initiative gouvernementale. « C'est un aspect inébranlable que nous devons administrer aujourd'hui avec force, sensibilité et équité », a-t-il dit. Il a aussi mis l'accent sur la loi n° 2020-624 du 14 août 2020 qui a établi le Code de l'urbanisme et du domaine foncier urbain. Selon lui, « Ce texte redéfinit en profondeur les règles d'occupation, de planification et d'aménagement. Il consacre officiellement le rôle des communautés villageoises dans la transformation urbaine. Désormais, les autorités traditionnelles peuvent initier des projets de lotissement rural dans un cadre légal et encadré. »

À l'issue des discussions, les participants se sont engagés à diffuser des informations concernant les

réformes et à éveiller les consciences de leurs communautés ; à faciliter la délivrance d'ADU tout en respectant les normes légales et à assurer la transparence dans les transactions immobilières.

Sa Majesté Nanan Désiré Amon Tannoé, roi des N'zima et président de la Chambre nationale des rois et chefs traditionnels, a salué l'occasion donnée à la chefferie de clarifier son rôle. « Ce séminaire ouvre la voie à une collaboration durable pour corriger les anomalies et garantir la sécurité foncière de la Côte d'Ivoire », a-t-il estimé.

Le ministère, pour sa part, fournira un appui continu à travers des manuels pratiques et des sessions de formation régionales pour accompagner ces chefs dans ce nouveau rôle.

Sources : Connectionivoirienne.net / Abidjantv.net

IMMOBILIER ET BTP EN CÔTE D'IVOIRE

Kparagninin Idriss Koné, meilleur jeune entrepreneur

Récemment, à Abidjan, lors de la cérémonie du prix Bacim, Kparagninin Idriss Koné, P-DG d'Etrako BTP, a été célébré et honoré par le trophée du « Meilleur jeune entrepreneur dynamique du secteur de l'immobilier et du BTP ». Un prix bien mérité pour ses initiatives entrepreneuriales et sociales qui participent de manière significative au progrès de la Côte d'Ivoire.

Ce prix positionne Koné Kparagninin Idriss comme un exemple d'entrepreneur impliqué dont la trajectoire devrait inspirer la nouvelle génération de jeunes Ivoiriens et Africains parce qu'elle démontre que, grâce à la détermination, à l'innovation et à un sens aigu de la responsabilité sociale, on peut allier succès économique et impact sur la communauté.

Les premiers mots du lauréat ont été pour son mentor, Yamoussa Coulibaly, directeur général de Challenge immobilier international (Chim Inter), ainsi que sa famille. Il a également fait remarquer que ce n'est pas la première fois qu'il reçoit une telle distinction. Il s'est ensuite dit déterminé à faire progresser la Côte d'Ivoire, mettant en avant son objectif de positionner sa société parmi les leaders du secteur immobilier.

De son côté, Yamoussa Coulibaly a également exprimé sa fierté de voir son filleul ainsi honoré. « Il a accompli une avancée impressionnante dans le secteur foncier et immobilier en l'espace de deux ans », a-t-il déclaré.

Reconnaissant son sérieux et sa rigueur, il a encouragé Koné Kparagninin Idriss à continuer ses efforts. « Il s'investit pleinement dans son travail et mise avant tout sur la qualité. » « On reconnaît actuellement sa valeur, tout comme ce fut le cas l'année dernière au Burkina Faso », a souligné celui qui occupe le poste de vice-président de la Chambre nationale des promoteurs et constructeurs autorisés de Côte d'Ivoire (CNPC-CI), responsable de la politique générale et des réformes.



Source : Fratmat.info

BURKINA

À la découverte de l'œuvre de l'architecte Diébédou Francis Kéré à travers dix projets-phare



L'architecte d'origine burkinabè Diébédou Francis Kéré, fondateur du cabinet Kéré Architecture, a reçu en 2022 le prix Pritzker d'architecture, reconnu à l'échelle mondiale comme la distinction la plus prestigieuse dans le domaine de l'architecture et fréquemment désigné comme « le Nobel de l'architecture ». Il est le premier architecte africain à être honoré par cette distinction de haut niveau instaurée en 1979. Né à Gando, au Burkina Faso, celui dont la marque de fabrique est sa sensibilité particulière pour les matériaux et les processus communautaires dans le domaine de l'architecture a été honoré pour l'ensemble de ses réalisations qui démontrent le poten-

tiel de la matérialité ancrée dans l'emplacement, selon le jury du Pritzker.

Pour le jury, ses constructions « possèdent une présence modeste et une influence façonnée par l'élégance ». Réalisées pour et avec les communautés, ses œuvres sont directement dérivées de ces dernières, que ce soit dans leur conception, leurs matériaux, leurs programmes ou leurs spécificités propres (...) Ils sont attachés au terrain où ils se trouvent et aux individus présents », a affirmé le jury. En tenant compte des méthodes de construction et des matériaux locaux qu'il a employés, le site worldarchitecture.org a sélectionné dix édifices notables et uniques de Diébédou Francis Kéré.

École primaire de Gando, Gando, Burkina Faso, 2001

L'école primaire de Gando est sa première construction au Burkina Faso réalisée avec l'aide de constructeurs locaux. Pour réaliser cette école, Kéré a récolté des fonds à l'international, tout en créant des opportunités invariables pour les citoyens locaux, de la conception à la formation professionnelle artisanale. L'école primaire de Gando a reçu le Prix Aga Khan d'architecture pour le cycle 2002-2004.

Sa réponse nécessitait une double solution : une conception physique et contemporaine pour une installation capable de lutter contre la chaleur extrême et les mauvaises conditions d'éclairage avec des ressources limitées, et une détermination sociale pour surmonter l'incertitude au sein de la communauté.



Ici, l'argile indigène a été fortifiée avec du ciment pour former des briques à haute masse thermique, retenant l'air plus frais à l'intérieur tout en permettant à la chaleur de

s'échapper à travers un plafond en brique et un large toit en surplomb et surélevé, ce qui a permis une ventilation sans l'intervention mécanique de la climatisation.

Parc national du Mali, Bamako, Mali, 2010

Le Parc national du Mali, situé entre le Musée national du Mali et le palais présidentiel, a rouvert ses portes en 2010 pour commémorer le 50e anniversaire de l'indépendance du pays. Le parc de 103 hectares, situé dans une réserve forestière protégée de 2 100 hectares, a rouvert ses portes avec l'architecte qui a réaménagé huit installations existantes sur le site, dont deux portes d'entrée, un centre d'accueil, un restaurant, une arène sportive pour les jeunes, des toilettes publiques et des kiosques. Les éléments restent cohérents dans les différents bâtiments, dont l'un est construit au sommet d'une formation rocheuse naturelle, et qui se fondent tous dans la topographie locale. Les architectes ont utilisé de



la pierre indigène pour fournir une masse thermique et des références locales, harmonisées avec des toits

larges, détachés et en surplomb, pour faciliter les systèmes de refroidissement passifs.

Centre de santé et de bien-être social, Laongo, Burkina Faso, 2014



Le Centre de santé et de prévoyance sociale a été réalisé dans le cadre du système de bâtiments de l'Opéra Village. Le bâtiment a été construit en argile locale et en pierre latéritique, avec du bois d'eucalyptus et des toits en surplomb. La cohérence esthétique de la structure est équilibrée par les matériaux de la structure, qui sont perçus dans tout le complexe. Le bâtiment est composé de trois unités imbriquées, fournissant des services de gynécologie et d'obstétrique, de dentisterie et de médecine générale, qui sont reliées par des cours ombragées qui sont utilisées comme zones d'attente. La fenestration offre un motif de fenêtres encadrées à différentes hauteurs pour offrir des vues pittoresques du paysage à tous, d'un médecin debout à un visiteur assis en passant par un patient allongé.

Clinique chirurgicale et centre de santé, Léo, Burkina Faso, 2014

La Clinique chirurgicale et le Centre de santé sont composés de dix unités modulaires. Le complexe fournit des services chirurgicaux, de maternité et d'hospitalisation par l'intermédiaire de l'organisation Operieren in Africa E.V.

En plus de l'utilisation de matériaux indigènes, les bâtiments sont constitués de larges toits et de fenestrations qui se chevauchent pour s'adapter à divers points de vue, la durabilité environnementale est favorisée par la collecte des eaux grises. Traitées à l'oxygène grâce à l'énergie solaire, les eaux grises sont récupérées avec l'eau de pluie pour irriguer le paysage.



Lycée Schorge, Koudougou, Burkina Faso, 2016

Le bâtiment est situé dans l'une des villes les plus peuplées du Burkina Faso, Koudougou. Présentant une forme légèrement en zigzag, l'école secondaire Lycée Schorge est un point de repère local pour ses qualités esthétiques. Les architectes ont disposé neuf bâtiments modulaires de manière radiale, créant un anneau central d'espace communautaire flexible pour les spectacles, les célébrations et les rassemblements. Kéré a utilisé de la pierre latéritique locale, renforcée d'une masse thermique élevée, a été façonné en briques pour construire les modules. Il a ajouté un toit en tôle ondulée détaché et en surplomb qui protège les matériaux exté-



rieurs de la pluie tout en protégeant les habitants du bâtiment des éléments naturels. De l'intérieur, des plafonds voûtés en plâtre perforé blanc distribuent un éclairage favorable sous le soleil direct tandis que

la chaleur s'échappe par des tours à vent. Depuis la périphérie, des bois d'eucalyptus verticaux forment une bordure, offrant des espaces intermédiaires ombragés pour les étudiants et les enseignants.

Serpentine Pavillon, Londres, Royaume-Uni, 2017

Kéré a conçu le pavillon Serpentine de 2017 qui présente un espace arrondi positionné autour d'une petite cour centrale et le pavillon est entouré de murs incurvés bleu indigo, constitués d'une série de modules triangulaires. Situé dans les jardins de Kensington

à Londres, il était le 17e, mais le premier architecte africain à être sélectionné pour concevoir le pavillon annuel de la galerie Serpentine. La couleur bleue des murs incurvés représente la force de sa culture et, plus personnellement, un boubou bleu porté par l'architecte enfant. Le pa-

villon est doté d'un toit détaché qui résonne avec ceux de ses bâtiments en Afrique. À l'intérieur du pavillon, il y a des entonnoirs d'eau de pluie au centre de la structure avant d'irriguer le paysage pour mettre en évidence la pénurie d'eau qui est connue dans le monde entier.



Xylem, Montana, États-Unis, 2019

L'architecte a réalisé le pavillon du Tippet Rise Art Center à Fishtail, dans le Montana, aux États-Unis. Le pavillon est fabriqué à partir de rondins de bois durables, provenant localement d'un processus d'élagage naturel qui protège les forêts des insectes parasites. Inspiré par le tuguana, un espace de rassemblement communautaire sacré en bois et en paille, est composé de grappes de rondins qui semblent suspendus au-dessus de la tête, « regroupés en faisceaux circulaires au sein d'une structure hexagonale modulaire en acier patinable, soutenue par sept colonnes d'acier ». De subtils rayons de lumière filtrent dans le pavillon, tandis que des sièges curvilignes à différentes hauteurs offrent des espaces pour se tenir debout, se détendre et s'allonger, de sorte que les utilisateurs peuvent profiter de vues tentaculaires depuis différents points de vue.



Logement des médecins de Léo, Burkina Faso, 2019

Achévé en 2009, le logement des médecins Léo héberge des médecins résidents et des bénévoles, soutenant ainsi la vision de la clinique chirurgicale et du Centre de santé, qui favorise l'échange de connaissances entre les spécialistes itinérants et les médecins de la région. Le complexe est composé de cinq résidences modulaires faites de blocs de terre stabilisée comprimée et recouvertes de plâtre, protégeant les intérieurs de la chaleur et les extérieurs des intempéries. Les unités sont disposées selon une orientation incurvée et offrent une cour paysagère et un étang de nénuphars, qui soutient son propre écosystème d'insectes et de flore.



Institut de technologie du Burkina Phase I, Koudougou, 2020

L'Institut de technologie du Burkina a été achevé à la suite du succès de l'école secondaire Lycée Schorge, offrant non seulement une extension du campus, mais aussi des opportunités académiques post-secondaires. « Il est conçu à l'aide d'un système de modules répé-

tés, abritant des salles de classe et des fonctions auxiliaires, disposés orthogonalement pour définir une cour rectangulaire. La disposition orthogonale des modules décalés permet au campus de s'étendre progressivement en fonction de ses besoins et à l'air de circuler à

travers le vide central, créant ainsi un espace où les étudiants peuvent se détendre et interagir. L'installation est composée de murs d'argile refroidissants qui ont été coulés in situ pour accélérer le processus de construction.



Campus Startup Lions, comté de Turkana, Kenya, 2021

L'architecte a réalisé un campus de formation et d'éducation doté de « hautes tours de ventilation » dans le comté de Turkana, au Kenya. Le campus est le premier campus de technologies de l'information et de la communication (TIC) de la vallée du Rift, situé sur les rives du plus grand lac désertique du monde : le lac Turkana. « Le bâtiment s'inspire des monticules imposants construits par les colonies de termites de la région. La tour de ventilation crée un effet de cheminée pour refroidir naturellement les principaux espaces de travail en extrayant l'air chaud vers le haut, tandis que l'air frais est introduit par des ouvertures basses spécialement conçues.

Source : Worldarchitecture.org



GABON

Le financement du logement abordable au cœur de la 57^e conférence annuelle du Réseau habitat et francophonie

Récemment, à Abidjan, lors de la cérémonie du prix Bacim, Kparagninin Idriss Koné, P-DG d'Etrako BTP, a été célébré et honoré par le trophée du « Meilleur jeune entrepreneur dynamique du secteur de l'immobilier et du BTP ». Un prix bien mérité pour ses initiatives entrepreneuriales et sociales qui participent de manière significative au progrès de la Côte d'Ivoire.

Après le Québec, Libreville sera le point de convergence des acteurs du logement abordable, réunissant décideurs publics, experts internationaux, bailleurs de fonds et promoteurs immobiliers les 14 et 15 mai 2025. Organisée sous l'égide de la Société immobilière du Gabon, cette rencontre permettra de réfléchir sur le thème « Booster le financement du logement abordable ».

Dans un contexte marqué par une demande croissante en logements accessibles et des défis structurels persistants, les échanges porteront sur les solutions à mettre en place pour garantir une production plus efficace et un accès élargi à un habitat décent.

Au programme, une table ronde ministérielle sur l'état des lieux et les grands défis du logement dans l'espace francophone. Il y a aussi des panels qui se pencheront sur les réformes juridiques, le rôle de la puissance publique, la sécurité foncière et la régularisation des titres ; la capacité à produire plus, à rendre le logement plus abordable et à renforcer la performance des acteurs. Les participants croiseront aussi leurs regards sur les modèles innovants de financement du logement, financement des institutions internationales, de l'État, des collectivités territoriales, du secteur privé, des organismes et des ménages.

Ils pourront partager des solutions innovantes avec les principaux acteurs du logement de l'espace francophone des solutions innovantes ; s'inspirer des meilleures pratiques et expériences internationales et contribuer à façonner les stratégies de demain pour un logement plus



accessible et durable.

Cette conférence s'inscrit pleinement dans la mission du Réseau Habitat et Francophonie, qui œuvre depuis 1987 à favoriser l'accès à un logement décent et financièrement abordable dans l'espace francophone. Créé sous l'impulsion de plusieurs ministères français, avec le soutien de la Caisse des dépôts et de l'Union des HLM, le RHF fédère les professionnels et les autorités engagés dans le développement de l'habitat social et abordable.

Elle se concentre sur trois grands volets d'action : favoriser l'échange et la mise en place de solutions concrètes pour un logement accessible, développer des collaborations et des formations destinées à soutenir les professionnels du domaine, et encourager la recherche et l'anticipation pour orienter les politiques publiques relatives à l'habitat.

En accueillant cet événement d'envergure, Libreville entend renforcer son engagement en faveur du développement d'un logement inclusif et répondre aux enjeux pressants du secteur dans l'ensemble de la

francophonie.

Pour rappel, le Réseau habitat et francophonie inscrit son action dans la suite du programme de recherches expérimentales Rexcoop, conduit par le Plan construction et architecture (PUCA) de 1982 à 1987, organe interministériel qui assure la recherche dans le domaine de l'habitat à faible coût avec les maîtres d'ouvrage du logement social des pays ACP (Afrique, Caraïbe, Pacifique) et du Maghreb.

Ledit programme Rexcoop a préconisé la constitution d'un réseau international de maîtres d'ouvrage. Le réseau voit le jour à Paris, au siège de l'actuelle Union sociale pour l'habitat, le 3 décembre 1987, avec comme membres fondateurs les représentants de plusieurs pays, à savoir l'Algérie, le Burkina Faso, le Burundi, le Cameroun, la Colombie, le Congo-Brazzaville, la Côte d'Ivoire, Djibouti, la France, le Gabon, la Guinée, Madagascar, le Maroc, le Sénégal, la Tunisie et le Venezuela.

Source : habitatfrancophonie.org

MADAGASCAR

Un premier lot de 55 logements de la cité Soa Iadanana inauguré

Andry Rajoelina, le président de Madagascar, a procédé à l'inauguration d'un premier ensemble de 55 habitations de la cité « Soa Iadanana » située à Manazary Betsizaraina Ankadikely Ifafy, le vendredi 21 février 2025. Ce projet de construction est en adéquation avec l'objectif du président qui cherche à proposer des habitations abordables, en adéquation avec les capacités financières de chaque famille.

Ces logements représentent la phase initiale d'un projet ambitieux qui envisage de construire 100 résidences en tout. La phase 2, qui inclut 45 unités d'habitation supplémentaires, est en cours de réalisation. Les habitations nouvellement construites sont établies sous la forme de villas allant de 55 m² à 140 m², situées sur des terrains de 250 m² chacun. La première phase englobe une superficie approximative de 4 ha 53 a. L'attribution des habitations dans la cité Soa Iadanana s'effectue selon un mécanisme de vente en l'état futur d'achèvement également connu sous le nom de vente sur plan.

La SEIMAD fournit les plans et ceux qui sont intéressés versent un dépôt initial, suivi d'un paiement réparti sur une période de 48 mois. « Depuis l'ère de la première République, aucune initiative significative concernant le logement n'avait été instaurée. « Cependant, nous sommes aujourd'hui témoins de la construction de 3 713 logements de divers types à travers toute l'île depuis 2020 », a mis en évidence Gérard Andriamanohisoa, secrétaire d'État responsable des Nouvelles villes et de l'habitat.

Le gouvernement malgache envisage aussi d'établir une réserve foncière pour favoriser la construction de logements destinés à tous les segments de la population. En outre, le projet Ankohonana Miarina offrira aux ménages en situation de vulnérabilité la possibilité d'accéder à des terrains, d'obtenir des habitations et de répondre à leurs besoins par le biais de l'agriculture et de l'élevage. En inaugurant ce premier lot de logements, le président Andry Rajoelina a mis l'accent sur la nécessité d'un aménagement urbain en phase avec la croissance démographique.



Il a souligné que la capitale, initialement prévue pour accueillir 300 000 résidents, fait face actuellement à une densification intense, ce qui complique l'accès au logement pour bon nombre de ses citoyens. Pour résoudre ce souci, le gouvernement initie des programmes de développement de nouvelles cités en périphérie, dans le but d'accroître l'offre de logements et d'élargir les zones résidentielles.

Le projet comprend la mise en place de logements sociaux et d'immeubles à prix abordable, ainsi que l'élargissement des zones construc-

tibles. Le gouvernement malgache s'investit dans l'établissement d'infrastructures fondamentales comme les voies de communication, les établissements scolaires, les centres médicaux et les marchés, dans le but de garantir une qualité de vie convenable à toute la population. Le président malgache a souligné l'importance de la transformation des mentalités comme condition indispensable pour parvenir à un développement harmonieux et durable.

Source : presidence.gov.mg

GUINÉE

Projet immobilier Résidence Calao-Kipé, une initiative qui vise à refaçonner le visage de Conakry

Le 21 mars 2025, le chef du gouvernement guinéen, Amadou Oury Bah, accompagné des ministres de l'Habitat Mory Condé, du Budget Facinet Sylla et de l'Économie Mourana Soumah, a présidé une cérémonie de présentation du projet immobilier Résidence Calao-Kipé. Ce projet ambitionne de moderniser et de stimuler l'urbanisation de Conakry.



Actuellement, l'entreprise immobilière Kakandé Immo, qui fait partie du groupe Guicopres, est en train de réaliser une cité résidentielle de luxe appelée « Résidence Calao Kipé », située dans le quartier prestigieux de Kipé à Conakry. Nichée en bord de mer, à proximité du carrefour Centre émetteur, la cité se compose de onze bâtiments s'élevant du R+3 au R+5. Elle offre des appartements luxueux, ainsi que des duplex et des penthouses dotés de piscines et des appartements au rez-de-chaussée. Selon l'entreprise, cette étape du

projet compte un total de 200 logements. La deuxième en compte 15 villas indépendantes en R+1.

Le projet s'étend sur une superficie de 3,4 hectares. Sa conception architecturale allie conformité, modernité et sécurité. L'exécution des travaux est avancée à plus de 40 %.

Le Premier ministre guinéen Amadou Oury Bah a applaudi cette démarche, la désignant comme un exemple à suivre pour le secteur privé guinéen. Il a mis en avant la détermination du gouvernement à favoriser un climat favorable aux investissements. « Ces initiatives

sont cruciales pour la mutation économique de la nation », a-t-il affirmé, plaidant pour une coopération accrue entre les sphères publique et privée.

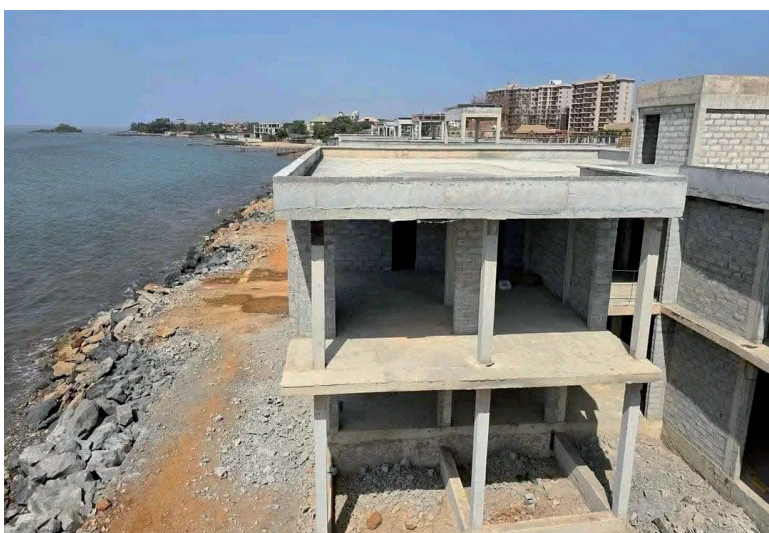
Kerfala Camara, P-DG du Groupe Guicopres, a souligné la nécessité de renforcer la confiance des Guinéens, y compris ceux de l'étranger, en promouvant des investissements sûrs et transparents. Il a aussi souligné que l'initiative s'inscrit dans une perspective à long terme pour la Guinée, avec l'objectif de transformer le marché immobilier local. Mory Condé, le ministre en charge

de l'Habitat, a souligné les initiatives du gouvernement visant à soutenir des projets d'envergure tels que celui de la Résidence Calao-Kipé. Il a aussi mis en évidence les autres initiatives en cours à Sonfonia et Keitaya, qui ont pour but de construire près de mille habitations en collaboration avec le Groupe Guicopres.

Durant cette cérémonie, un accord a été conclu entre Kakandé Immo et plusieurs institutions financières, y compris BSI Guinée et Vista Bank, dans le but de rendre l'accès à la propriété plus facile. Mouhamadou Diagne, qui occupe le poste de directeur général chez BSI Guinée, a manifesté la fierté de son institution à appuyer ce projet audacieux, en harmonie avec les aspirations du gouvernement pour une Guinée rénovée.

Cette initiative immobilière constitue un jalon crucial dans l'évolution urbaine de Conakry et trace la direction à prendre pour les projets futurs de logement à l'échelle nationale. Il démontre le succès d'une collaboration entre l'État, le secteur privé et les institutions financières, un exemple à suivre pour satisfaire la demande grandissante de logements contemporains et abordables pour les citoyens guinéens.

Sources : Kaloumpresse.com / Ecofinanceguinee.com



CÔTE D'IVOIRE

Le ministre-gouverneur Cissé Ibrahima Baongo veut restaurer l'ordre urbain à Abidjan

En Côte d'Ivoire, le ministre-gouverneur du district autonome d'Abidjan, Cissé Ibrahima Baongo, veut ramener l'ordre en ville. Il l'a dit à l'occasion d'une conférence de presse-bilan qu'il a animée en mi-janvier 2026, un an après sa prise de fonction. Ces actions de restauration de l'ordre urbain visent, explique-t-il, la préservation des vies humaines et la sécurité des populations.



« Je voudrais rassurer l'opinion publique qu'à l'occasion de toutes nos actions, notre seule préoccupation, pour ne pas dire notre obsession, a été la préservation des vies humaines, la sécurité des populations bien avant même la salubrité », assure M. Cissé, précisant que 20 sites de la capitale, sur les 176, ont fait l'objet d'un traitement d'urgence. Ce sont entre autres Boribana, Banco 2, Colombie, Zoo, le quartier Abattoir de Port-Bouët, les emprises des hautes tensions, etc. Avant de passer à l'action, une sensibilisation a été menée, des délais de préavis donnés. Il ne comprend donc pas « le manque de communication, d'empathie et d'humanisme » que certaines personnes lui reprochent.

Le ministre-gouverneur a exprimé sa satisfaction quant aux résultats atteints dans l'accomplissement de ses tâches, en particulier pour ce qui est de la construction d'infrastructures, de l'aménagement et de l'embellissement des sites, des initiatives sociales et économiques, sans oublier l'initiative de suppression des charrettes à bras connues sous le nom de pousse-pousse.

Il a cité plusieurs exemples, tels que l'aménagement de la baie du Banco, le déplacement du parc à bétail de l'abattoir de Port-Bouët vers Anyama, la continuité et la présentation en décembre 2024 du Prix Alasane Ouattara du jeune entrepreneur émergent, la démolition des constructions illégales qui bloquent les voies d'écoulement des eaux de

pluie, notamment à GESCO et à Williamsville, ainsi que le nettoyage de la grande mosquée Salam d'Adjamé.

Les défis majeurs à relever en 2025 porteront sur le transport, la fluidité routière. « Nous allons créer des gares multimodales pour libérer les chaussées, réduire les embouteillages et les actes d'incivisme posés par les agents et le personnel employés dans ce secteur, surtout par les chauffeurs de gbakas et de woro-woro », a-t-il souligné.

Les actions porteront également sur la gestion des ordures ménagères, l'aménagement et l'embellissement des espaces publics, ainsi que sur les actions sociales et culturelles.

Source : [News.abidjan.net](https://www.news.abidjan.net)

NIGERIA

Zoom sur six bâtiments coloniaux remarquables par leur héritage architectural

Le Nigeria, un pays qui trempe son présent dans de profondes racines historiques. En parcourant le pays, le visiteur se rend compte qu'il héberge encore des structures qui rappellent son époque coloniale. Ces édifices permettent aux férus d'architecture ou aux simples curieux de découvrir les traces d'une époque passée. Ils se laissent admirer dans diverses parties du pays, combinant une architecture européenne avec des influences locales. Voici une demi-douzaine de constructions datant de l'époque coloniale au Nigeria, sélectionnées par maison-monde.com.

Holy Trinity Anglican Church, Ebute Ero

La Holy Trinity Anglican Church, fondée en 1852 et située précisément à Ebute Ero à Lagos, est l'une des plus anciennes églises du Nigeria. Ce monument illustre de manière significative l'impact des missionnaires anglicans sur la société nigériane. Érigée dans un style colonial à la fois sobre et raffiné, cette structure se démarque par sa durabilité et son aptitude à réunir des adeptes depuis plus d'un siècle et demi.

Son design témoigne d'un fusionnement des matériaux autochtones et des influences européennes, avec des parois de briques et des ouvertures cintrées qui évoquent les chapelles britanniques. En plus de sa fonc-

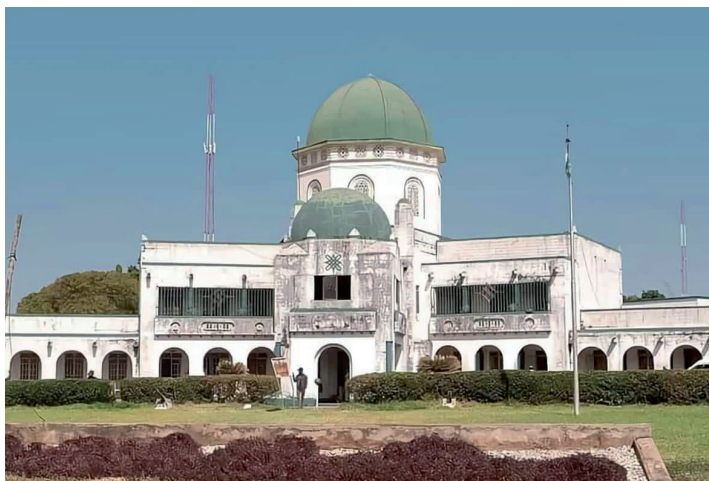
tion religieuse, l'église a occupé une position centrale sur le plan social en instruisant et en aidant la communauté d'Ebute Ero, contribuant ainsi à la propagation des valeurs chrétiennes et européennes dans cette zone. L'église dégage une ambiance caractérisée par un puissant sentiment de patrimoine et de pérennité, attirant des visiteurs désireux d'explorer cet endroit chargé d'histoire. Le bâtiment demeure un lieu animé pour les membres de la communauté locale, et une visite à la Holy Trinity offre l'occasion d'explorer les origines de la christianisation du Nigeria, tout en admirant un exemple tangible de l'architecture coloniale.



Lugard Hall, Kaduna

Construit en 1914, le Lugard Hall, situé à Kaduna est un hommage à Lord Lugard, le premier gouverneur général du Nigéria colonial. Avec son architecture qui rappelle les palais de l'Empire britannique, Lugard Hall a été utilisé comme siège administratif du Nord nigérian.

L'architecture de cet édifice est sans pareil dans le panorama architectural du Nigeria. Sa conception fusionne des aspects européens avec des détails locaux, tels que les toits très inclinés pour contrer la chaleur et les pluies tropicales abondantes. Aujourd'hui, Lugard Hall se dresse comme un monument historique colonial, offrant un aperçu de l'époque où le Nigeria était divisé en provinces sous contrôle britannique.



Jaekel House, Lagos



Située dans le quartier de Yaba à Lagos, la Jaekel House est un autre emblème de l'époque coloniale. Ce bâtiment, construit dans les années 1890, a initialement servi de résidence au directeur général des chemins de fer du Nigeria. Édifié dans un style résolument colonial, il combine harmonieusement des aspects de l'architecture victorienne avec des méthodes locales, telles que le recours à du bois et à des tuiles en terre cuite.

Actuellement, la Jaekel House, qui est désormais un musée, renferme une collection impressionnante d'archives relatives à l'histoire du chemin de fer dans le pays. De ce fait, les visiteurs ont la possibilité de faire un voyage dans le temps et de découvrir comment le développement du réseau ferroviaire a influencé l'histoire contemporaine du Nigeria. Si les récits de pionniers, d'avancement et de métamorphose vous passionnent, cet endroit vous comblera.

Mapo Hall, Ibadan

Situé sur une colline qui offre une vue d'ensemble sur la ville d'Ibadan, le Mapo Hall est un édifice gouvernemental exceptionnel. Édifié en 1929, cet édifice a fonctionné comme salle de rassemblement pour le conseil municipal. Avec ses colonnes massives, son toit en pente et ses vastes fenêtres, il reflète la fusion de l'esthétique grecque et du style colonial britannique.

Mapo Hall représente aussi un puissant symbole politique pour la région. Plusieurs événements historiques importants s'y sont déroulés, y compris des discours qui sont entrés dans l'histoire et des rencontres de haut niveau. Si vous souhaitez approfondir votre compréhension de l'influence de la colonisation sur la gouvernance à l'échelle locale et régionale, un passage au Mapo Hall est incontournable. La grandeur de ce bâtiment et sa vue spectaculaire ne vous décevront pas.



Colonial Secretariat, Lagos

Le Colonial Secretariat de Lagos représente un édifice emblématique de la gouvernance coloniale britannique. Érigé au début du XXe siècle, il fonctionnait comme un carrefour stratégique pour l'administration coloniale, où étaient prises les décisions qui allaient modeler le futur du pays. Son design combine des éléments de style néoclassique, notamment ses colonnes d'ordre dorique, et des influences régionales adaptées au climat tropical.

Ce bâtiment demeure aujourd'hui une référence historique importante, bien qu'il ait été transformé en bureaux contemporains. Il illustre une période où le pouvoir était centralisé entre les colons et demeure un puissant témoignage de l'impact du colonialisme sur l'urbanisation de Lagos.



Christ Church Cathedral, Lagos

La Christ Church Cathedral, édifée en 1869 et considérée comme la première église anglicane du Nigeria. C'est une merveille architecturale située au centre de Lagos. Son architecture néo-gothique, ses vitraux éblouissants et ses voûtes grandioses, plongent immédiate-

ment le visiteur dans l'Angleterre victorienne.

De ce lieu qui ploie sous le poids des siècles, émane la puissance des convictions qui ont perduré à travers les époques. Les pierres de cette cathédrale témoignent des interactions entre les missionnaires

britanniques et les habitants locaux, mettant en évidence l'impact de la colonisation sur la société nigériane. Un site essentiel pour saisir l'héritage architectural et religieux laissé par l'Empire britannique.

Source : Maison-monde.com

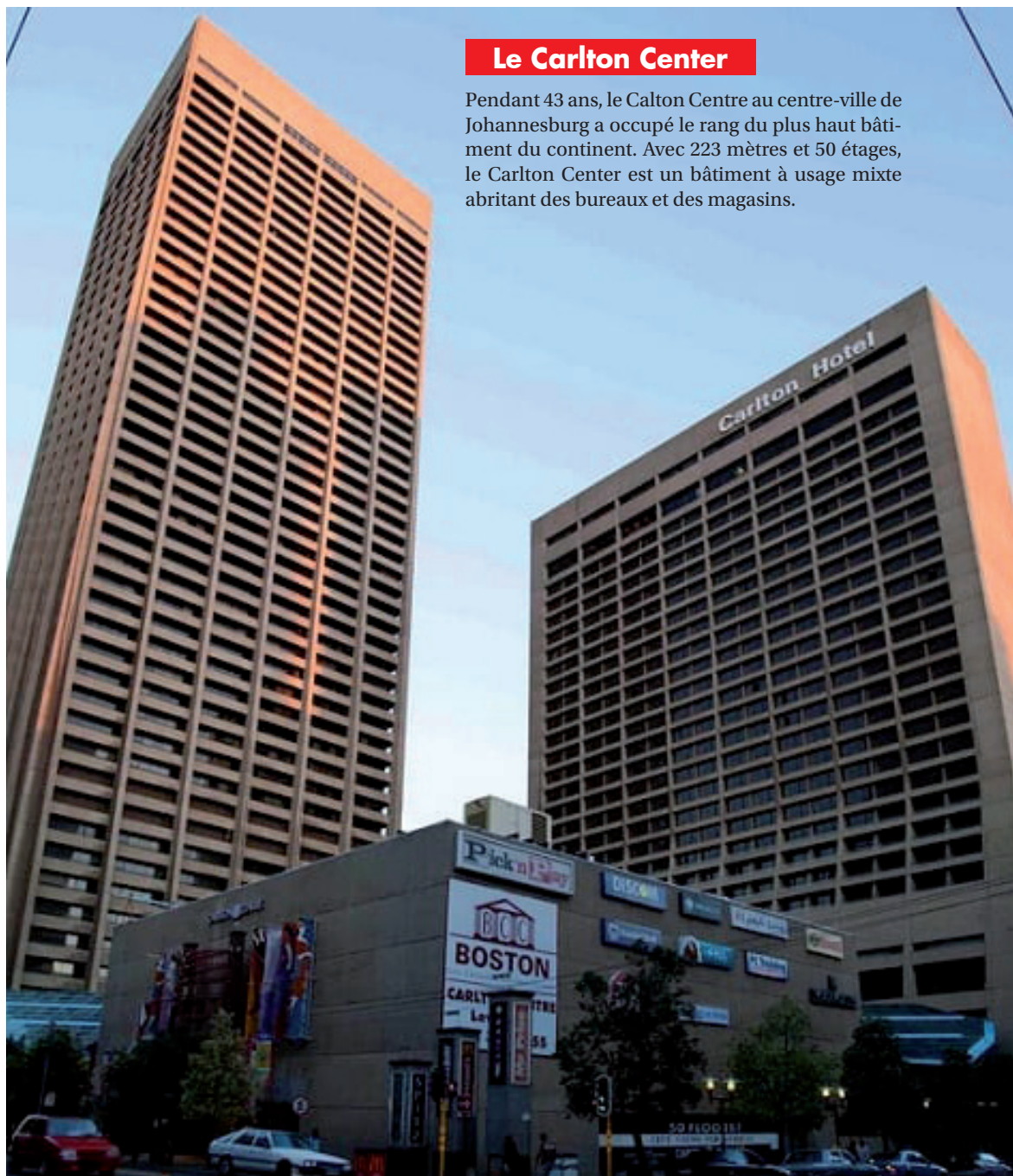


AFRIQUE

Dix bâtiments qui impressionnent par leur démesure

L'Afrique se développe à une vitesse fulgurante et des bâtiments, plutôt banals ont tendance à disparaître des centres urbains pour laisser la place à des styles d'architecture audacieux et novateurs. Des villes telles que Johannesburg, Le Cap, Lagos et Nairobi détiennent quelques-uns des édifices les plus élevés du continent. Néanmoins des villes comme Accra, Le Caire, Abidjan, Abuja ou Addis Abeba ont eux aussi leurs bâtiments qui tutoient les cieux où qui sont en projet. Voici une sélection de dix bâtiments qui frappent par leur hauteurs en Afrique.

Source : Afrikmag.com



Le Carlton Center

Pendant 43 ans, le Carlton Centre au centre-ville de Johannesburg a occupé le rang du plus haut bâtiment du continent. Avec 223 mètres et 50 étages, le Carlton Center est un bâtiment à usage mixte abritant des bureaux et des magasins.

Ponte City Apartments

Avec 173 mètres de hauteur, l'immeuble d'habitation de Ponte City, dans la capitale commerciale de l'Afrique du Sud, est le plus haut bâtiment résidentiel du continent. Il a été ouvert en 1975.



UAP Tower

Avec 33 étages, UAP Tower à Nairobi monte en flèche dans le classement. C'est un bâtiment relativement nouveau; Ayant été ouvert en 2015. Il mesure 163 mètres.



NECOM House

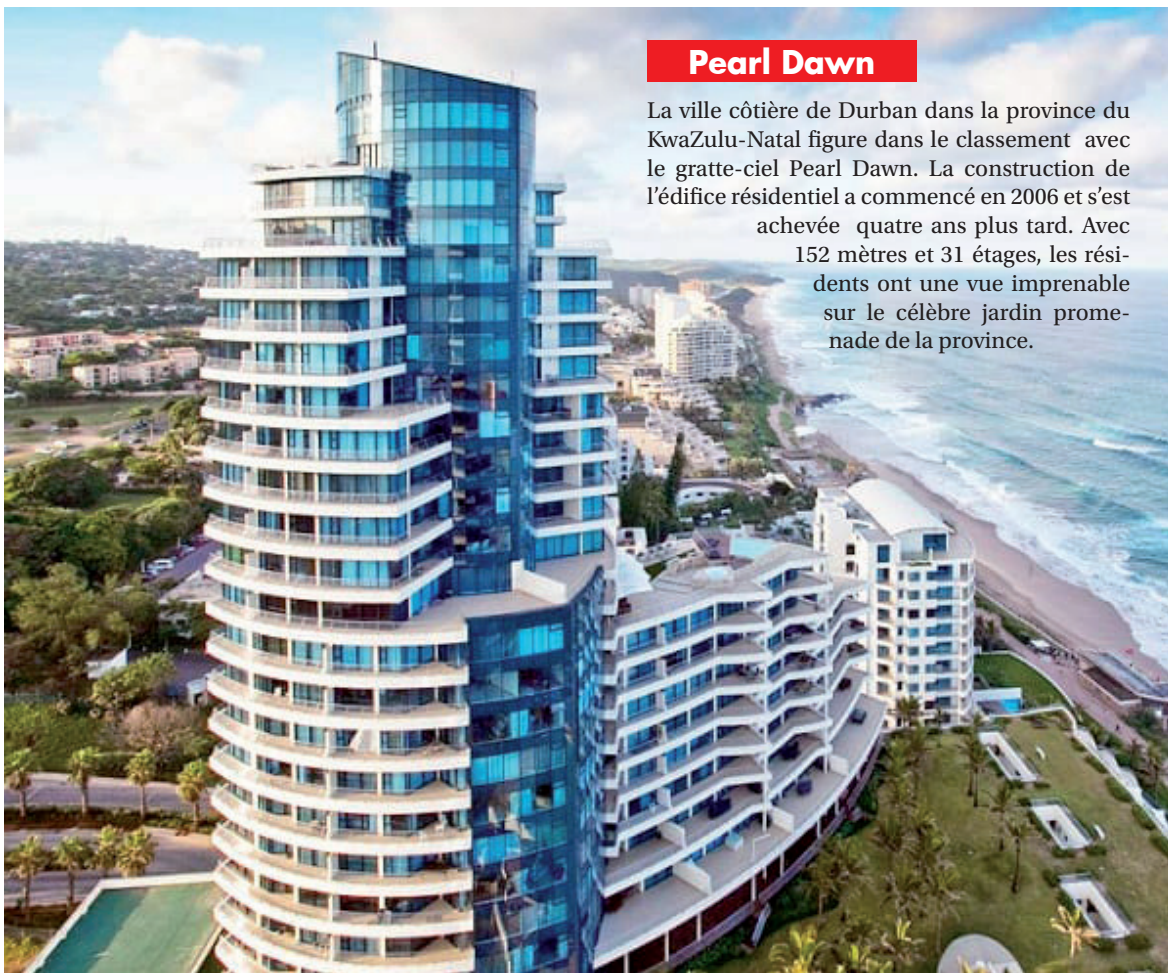
L'Afrique de l'Ouest fait une entrée dans le Top 5 avec NECOM House à Lagos, au Nigeria. En dehors des bureaux de l'entreprise, l'immeuble de 160 mètres et 32 étages sert également de phare pour le navire approchant le port de Lagos. Il a ouvert ses portes en 1979.



PSPF Towers

Ouvert en 2014, les tours jumelles à Dar es Salaam sont les plus grands bâtiments de la Tanzanie. Elles mesurent 153 mètres et disposent de 35 étages.





Pearl Dawn

La ville côtière de Durban dans la province du KwaZulu-Natal figure dans le classement avec le gratte-ciel Pearl Dawn. La construction de l'édifice résidentiel a commencé en 2006 et s'est achevée quatre ans plus tard. Avec 152 mètres et 31 étages, les résidents ont une vue imprenable sur le célèbre jardin promenade de la province.

South African Reserve Bank Building

La construction du bâtiment de 150 mètres a commencé en 1986 et a été achevée deux ans plus tard. Il s'agit du plus haut bâtiment de la capitale administrative de l'Afrique du Sud, Pretoria. Il a 38 étages.



Marble Towers



Ce gratte-ciel a été initialement connu comme le Sanlam Center et est situé dans le quartier central des affaires de Johannesburg. Il a été ouvert en 1973 et mesure 152 mètres. Marble a un parking de huit étages attaché à l'immeuble.

Metlife Center

Cape Town fait enfin une entrée avec le Centre Metlife. Le bâtiment de 128 mètres et 28 étages est parmi les bâtiments les plus impressionnants à voir dans la ville. L'antenne du bâtiment a été transportée par hélicoptère en trois phases. Metlife a ouvert ses portes en 1993.



88 on Field

Durban clôt le classement avec 147 mètres (26 étages). Il a été inauguré en 1985 et a une valeur de 40 millions de dollars.

Source : Afrikmag.com



AFRIQUE

Vers une croissance de l'industrie de la construction

L'industrie de la construction en Afrique devrait croître dans les années à venir, passant de 179 milliards de dollars US en 2024 à 337 milliards de dollars US en 2034.



On prévoit une croissance de l'industrie de la construction en Afrique dans les prochaines années, avec une augmentation prévue de 179 milliards de

dollars US en 2024 à 337 milliards de dollars US d'ici 2034.

L'expansion solide du secteur de la construction dans la région ouvrira un vaste champ d'opportunités de

projets à travers divers marchés. L'Algérie, l'Égypte, le Nigeria, la Tanzanie et l'Éthiopie figurent parmi les nations qui devraient connaître une croissance significative.

Dans un avenir proche, on prévoit une reprise modérée de la croissance dans le domaine de la construction. On estime que la valeur du secteur en Afrique pourrait augmenter en termes réels de 4,7 % d'ici 2025 et de 5 % d'ici 2026, comparativement à une croissance anticipée à 4,2 % en 2024.

Cette expansion sera stimulée par l'assouplissement des politiques monétaires sur plusieurs marchés ainsi que par une amélioration de la conjoncture macroéconomique...

	2024e	2025f	2026f	2027f	2028f	2029f
Algeria	34.34	36.09	38.15	39.64	40.92	42.09
Egypt	29.28	29.47	32.97	36.87	41.16	45.85
Ethiopia	23.92	18.31	20.78	23.49	26.63	30.27
Nigeria	22.74	26.59	32.05	35.01	37.96	41.88
Tanzania	10.69	12.42	12.89	13.70	14.57	15.52
Morocco	8.62	9.03	9.54	9.96	10.41	10.83
South Africa	8.49	8.47	8.69	8.89	9.09	9.30
Kenya	7.89	8.61	9.11	9.65	10.24	11.35
Angola	4.91	5.29	5.52	6.89	8.44	10.00
Côte d'Ivoire	4.23	4.80	5.33	5.83	6.37	6.99
Cameroon	3.58	3.90	4.28	4.78	5.42	6.27
Ghana	3.50	4.24	4.80	5.06	5.53	6.02
Uganda	3.04	3.28	3.50	3.90	4.37	4.83
Zambia	2.70	2.95	3.30	3.69	4.14	4.64
Botswana	2.28	2.36	2.55	2.75	2.94	3.12
Sudan	2.25	3.33	4.45	4.94	5.23	5.54
Libya	1.85	2.08	2.21	2.40	2.56	2.75
Tunisia	1.68	1.81	2.21	2.41	2.63	2.87
Rwanda	1.19	1.25	1.36	1.49	1.62	1.77
Gabon	0.70	0.72	0.74	0.76	0.79	0.83
Zimbabwe	0.38	0.41	0.44	0.46	0.49	0.52
Mozambique	0.24	0.26	0.28	0.30	0.35	0.47
Namibia	0.17	0.19	0.20	0.22	0.24	0.27

e/f = Fitch Solutions estimate/forecast. Source: UN, Fitch Solutions.

Note: Red-yellow-green colour scale = highest values are green, average values are yellow and the lowest values are red.

Source : Afreximbank
Trade Intelligence

MALAWI

80 millions de dollars pour doter la justice d'un complexe flamboyant neuf à Lilongwe

Le Malawi et la Chine ont conclu, le 21 avril 2025, un accord de 80 millions de dollars pour la construction d'un complexe judiciaire ultramoderne à Lilongwe, la capitale du Malawi. Il s'agit de répondre au manque de salles d'audience, un frein à l'efficacité du système judiciaire malawite.

Le Malawi et la Chine ont signé un accord de 80 millions de dollars destiné à ériger un complexe judiciaire ultramoderne à Lilongwe. Ce projet est l'un des plus ambitieux dans l'histoire du secteur juridique du pays. Le futur complexe ultramoderne, dont les travaux doivent s'achever en 2028, comprendra quatre grands blocs, à savoir le quartier général du pouvoir judiciaire abritant la Cour suprême d'appel, six divisions de la Haute Cour, le bloc administratif, la résidence du juge en chef, l'entrepôt des shérifs et l'institut de formation judiciaire.

« L'engagement de 80 millions de dollars est un symbole audacieux de l'amitié croissante entre le Malawi et la République populaire de Chine. Il reflète une vision commune d'institutions fortes, d'un État de droit et d'un développement fondé sur le respect mutuel », a commenté Titus Mvalo, le ministre de la Justice.

Avec cet immense complexe, c'est l'efficacité de l'administration judiciaire malawite qui devrait être considérablement améliorée. La justice de ce pays pourra ainsi

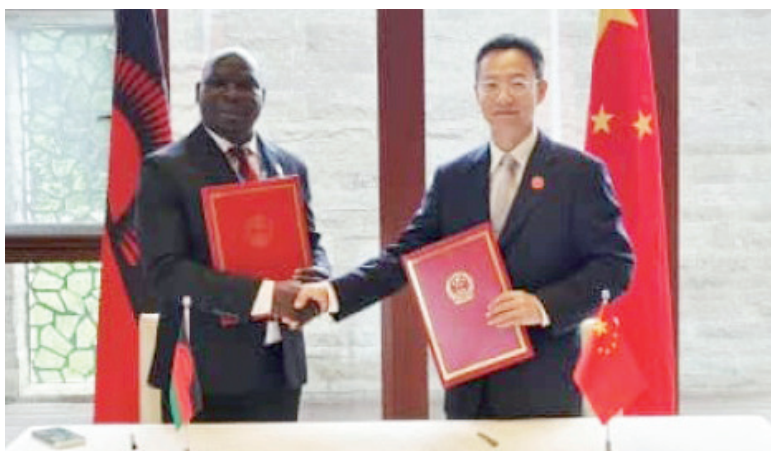


réduire les retards dans les procédures judiciaires et offrir un environnement de travail digne aux travailleurs de la justice et aux justiciables. Il s'agit également d'une étape cruciale dans le partenariat de longue date entre les deux pays. L'accord a en effet été conclu lors de la visite du président malawite Lazarus Chakwera à Pékin en septembre 2024, en marge du sommet de Pékin du Forum sur la coopération sino-africaine. Et c'est le ministre malawite des Finances et des Affaires économiques, Simplex Chithyola Banda, qui a paraphé,

au nom du gouvernement de son pays, l'accord de financement avec la Chine pour la construction d'un nouveau complexe à Lilongwe, lors du sommet.

En concrétisant cet accord, Lu Xu, ambassadeur de Chine au Malawi, a déclaré que la Chine appréciait l'importance du pouvoir judiciaire dans le maintien de la paix et la promotion du développement économique. L'ambassadeur espère que ce partenariat et cette collaboration vont permettre l'achèvement rapide du complexe, le respect des meilleures normes et approfondir la coopération dans d'autres domaines comme l'agriculture, le développement des talents et des infrastructures, entre autres.

La construction du complexe est le dernier d'une série de projets d'infrastructures cruciaux développés au Malawi grâce à la coopération avec la Chine. Une fois terminé, le complexe devrait se trouver en face du Parlement du Malawi, qui est une autre infrastructure remarquable rénovée grâce à une subvention de la Chine.



Source : Chinadaily.com.cn

CE MAGAZINE VOUS
EST OFFERT

THIS MAGAZINE
IS FREE



Boostez votre visibilité auprès de notre audience engagée en réservant dès maintenant votre espace publicitaire dans Home magazine.

Boost your visibility to our engaged audience by booking your advertising space in Home magazine now.



www.homemag.info



commercial@homemag.info
+226 70202466

SÉNÉGAL

15 projets immobiliers à suivre en 2025

Le marché immobilier au Sénégal connaît une expansion significative, avec des initiatives audacieuses visant à satisfaire les exigences des investisseurs ainsi que des particuliers. Ceux qui sont à la recherche d'un appartement ou d'un terrain auront l'embarras du choix, tant les promoteurs rivalisent de créativité. Voici une sélection de quinze projets de construction au Sénégal qui se distinguent par leur excellence, leurs sites de choix et leurs potentiels d'expansion, portée par Senegindia et Jiwall.

Source : Senegindia.com / Jiwall

1 **Résidence Jamila**

Logée dans un quartier apprécié de Dakar, la résidence Jamila est un complexe résidentiel moderne niché à Castor, offrant des appartements de types F3 et F4 dans un immeuble de 4 à 5 étages. Ce projet, qui comprend 16 espaces commerciaux pour une commodité maximale, intègre aussi des installations comme un ascenseur, une vidéosurveillance, un parking et des générateurs. Positionnée de manière optimale pour conjuguer tranquillité et accessibilité, elle satisfait les exigences des familles tout comme celles des investisseurs.



2 **Résidence Evoque**

La résidence Evoque est une tour résidentielle moderne de 12 étages située sur l'avenue Bourguiba à Dakar. Elle se compose de 48 appartements dotés d'équipements haut de gamme et d'un design soigné, offrant un cadre de vie hors du commun qui allie confort et élégance. Les habitants profitent de diverses commodités, incluant la climatisation, un élévateur, un stationnement, une salle d'exercice et un dispositif de vidéo-protection pour assurer une sécurité accrue.



3 **Symbiose**

Le projet Symbiose se trouve au Point E, à Dakar. C'est une résidence moderne de sept niveaux dotée d'une vaste terrasse paysagée. Destiné à fournir un habitat de qualité, il comprend des installations actuelles, y compris une piscine, une salle de sport, une bibliothèque, une garderie et un dispositif de sécurité basé sur la vidéosurveillance. Ce projet, idéal pour ceux qui privilégient le confort et l'élégance, établit de nouvelles normes résidentielles au Sénégal.



4 Onyx City

Programme de terrains viabilisés situé à Bambilor, Onyx City dispose des parcelles prêtes à accueillir les infrastructures essentielles comme l'eau potable, des routes bitumées et l'électricité. Pour les futurs propriétaires, c'est un cadre idéal, avec des surfaces de parcelles variant de 150 à 300 m² et un titre foncier sécurisé. Une opportunité prometteuse pour investir dans une région en développement.



5 Tulipe City

Tulipe City est une initiative structurée de terrains viabilisés située à Bambilor, offrant des parcelles équipées avec eau, électricité, routes goudronnées et titres fonciers sécurisés. Destiné aux futurs propriétaires, ce projet assure un environnement de vie agréable et bien organisé dans une zone en pleine évolution. Une occasion parfaite pour faire un investissement dans un cadre résidentiel en expansion.



6 Cheikh Lamine

Tour résidentielle élégante bâtie sur 10 étages, la résidence Cheikh Lamine est située à Point E, à Dakar. Elle propose des appartements modernes avec terrasses-jardins et piscines, des bureaux spacieux ainsi que des espaces commerciaux. Ce projet allie confort et technologie dans un cadre dynamique, intégrant des services de sécurité avancés, des parkings et des équipements de haute qualité pour une vie urbaine raffinée.



7 **Millenium City**

Millenium City est un projet immobilier au Sénégal de vente de terrains situé à Niaga, dans la commune de Tivaouane Peulh-Niaga. Chaque terrain aménagé est équipé de services essentiels comme l'eau, l'électricité et des routes bitumées, fournissant un cadre résidentiel bien pourvu pour des investissements sur le long terme. Ce projet vise les futurs propriétaires recherchant un environnement tranquille dans une région en pleine expansion.



8 **SV City**

SV City représente un programme résidentiel établi à Yoff Virage, Dakar, proposant des appartements contemporains pensés pour une vie confortable et en bord de mer. Ce complexe est situé dans un endroit privilégié, à proximité des plages et des services urbains. Il convient à ceux qui désirent vivre dans un cadre serein tout en étant reliés à la ville. Des résidences sont mises en vente, proposant une excellente possibilité d'investissement.



9 **SD City**

SD City est un projet de Senegindia situé à Diamniadio, offrant des villas et des appartements modernes, avec des commodités complètes telles qu'une salle de sport, de la vidéosurveillance et des espaces de stationnement. Cette résidence est conçue pour ceux recherchant confort et sécurité dans un cadre urbain en pleine expansion.



10 **Aquanique**

Aquanique est un ensemble résidentiel de luxe établi à Yoff, dans la circonscription des Almadies à Dakar. Ce programme immobilier offre une vue imprenable sur l'océan et comprend des appartements contemporains ainsi que des zones commerciales vastes. Les équipements comprennent une piscine, une salle d'entraînement, des parkings sécurisés ainsi que des ascenseurs en verre qui ajoutent une touche moderne. Chaque espace est élaboré pour fournir un cadre de vie hors pair.



11 **Aster**

Aster est un projet immobilier résidentiel haut de gamme, conçu pour répondre aux exigences d'un mode de vie urbain et contemporain. Cet immeuble de 11 étages abrite un espace commercial ainsi que 24 appartements spacieux et bien agencés, déclinés en plusieurs configurations : F4, F3, F2, des places de parking en sous-sol, une terrasse aménagée avec un espace barbecue, une salle de sport et un espace dédié au linge. La sécurité est assurée par un système de télésurveillance, un contrôle d'accès moderne et une gestion professionnelle assurée par un syndic de copropriété.



12 **Amarante**

Le projet Amarante est idéal pour toute personne cherchant à vivre dans un quartier très bien loti et assaini à Dakar. Il est situé à Sicap Baobab, un secteur résidentiel discret. Ce quartier est réputé pour ses rues sans issue et ses cul-de-sac. Ainsi, le projet Amarante bénéficie uniquement d'un grand calme et d'une position centrale dans la ville. Le projet propose des logements de catégorie F4, avec une superficie allant de 125 à 140 m². L'accent est mis sur des espaces habitables spacieux qui vous procureront un confort considérable. Le projet est caractérisé par une architecture à la fois unique et contemporaine. Elle incorpore des éléments africains grâce aux formes et motifs géométriques présents sur les façades.



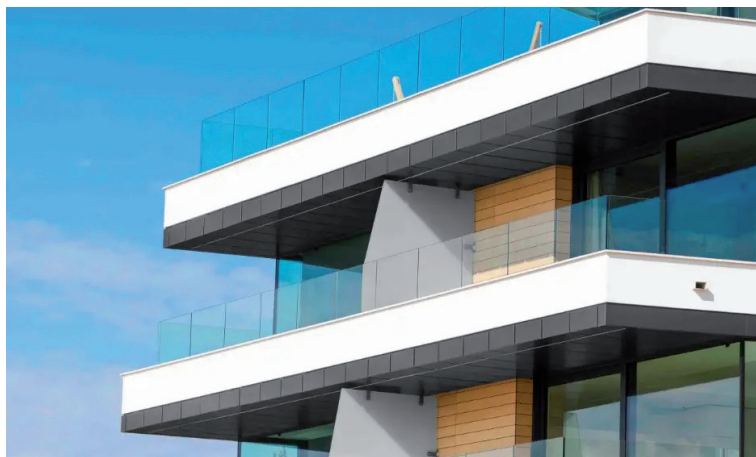
13 **Badihou**

Le Point E est un des quartiers les plus prisés de Dakar. Proche de toutes les commodités, c'est une zone idéale pour tout investisseur aguerri. Ce quartier d'affaires qui attire bureaux, commerces et résidences accueille le projet Badihou. Ce projet propose des finitions de qualité supérieure et présente une architecture distincte et moderne. Elle incorpore des éléments africains à travers les formes et motifs géométriques présents sur les façades. On a particulièrement veillé à optimiser l'éclairage naturel. Badihou propose une gamme d'appartements, allant des F2, qui sont parfaits pour les investisseurs cherchant un bon retour sur investissement, aux F4, qui conviennent parfaitement aux familles souhaitant un lieu de vie agréable.



14 **Andansonnia**

Le projet immobilier Andansonnia présente des avantages très intéressants. Le lotissement se situe dans la zone de recasement de Ngor Almadie. Le site est juxtaposé aux 30 hectares octroyés à la Caisse de dépôt et de consignation (CDC) ainsi qu'aux 10 hectares qui seront aménagés au parc urbain de Dakar. Cette zone est en passe de devenir l'un des quartiers les plus prisés de Dakar. Tous les équipements sont déjà en place et les projets vont rapidement s'implanter pour répondre à la demande croissante.



15 **Aloe Liberté**

Aloe Liberté est un projet immobilier mixte qui comprend à la fois des espaces commerciaux et des logements résidentiels. Cet immeuble moderne s'élève sur onze étages. Aloe Liberté, ce sont des habitations haut de gamme, des parkings situés en sous-sol et au niveau du rez-de-chaussée, ainsi que toutes les installations indispensables aux exigences d'une vie urbaine moderne. Situé en plein centre de Dakar, dans un secteur facilement accessible, tranquille et en pleine revitalisation grâce au projet du BRT, Liberté 1 se distingue par ses lignes épurées, ses façades vitrées et l'utilisation de matériaux de haute qualité, ce qui lui confère une allure unique qui se fond harmonieusement dans le paysage urbain.



ÉTHIOPIE

Un projet de 7,8 milliards pour la construction du plus grand aéroport d'Afrique

Avec l'appui de la Banque africaine de développement (BAD) et d'Ethiopian Airlines, l'Éthiopie lance la construction du plus grand aéroport d'Afrique à Bishoftu, près d'Addis-Abeba. Ce projet de 7,8 milliards de dollars devrait permettre de tripler la capacité aéroportuaire du pays d'ici 2040, avec l'objectif d'accueillir 60 millions de passagers annuels. La mise en service est prévue pour 2029.



Le chantier du plus grand aéroport d'Afrique à Bishoftu, à proximité d'Addis-Abeba, est initié par l'Éthiopie en collaboration avec la Banque africaine de développement (BAD) et Ethiopian Airlines. Ce projet de 7,8 milliards de dollars a pour ambition de multiplier par trois la capacité des aéroports nationaux d'ici à 2040, dans le but d'accueillir chaque année 60 millions de passagers. L'entrée en fonction est prévue pour l'année 2029.

Mesfin Tasew, le P-DG d'Ethiopian Airlines, a mis en exergue l'importance cruciale de ce projet. L'aéroport de Bole, qui peut accueillir 25 millions de passagers par an, se trouve actuellement à sa capacité maximale. Ethiopian Airlines, ayant déjà acheminé plus de 17 millions de voyageurs cette année, prévoit une augmentation persistante du trafic aérien. L'aéroport projeté pour

2029 aura une capacité de départ de 60 millions de voyageurs par an, pouvant être élargi à 100 millions, ce qui représente quatre fois la capacité actuelle.

Le joyau couvrira une superficie de 35 kilomètres carrés et comportera quatre pistes qui pourront recevoir jusqu'à 270 avions. Le financement de la première étape de construction, dont le coût est estimé à six milliards de dollars, devrait être assuré par des emprunts. Mesfin Tasew est confiant : si l'on s'en tient à l'intérêt montré par plusieurs entreprises pour ce projet, les fonds nécessaires seront levés.

L'aéroport de Bishoftu aura ainsi un rôle stratégique dans la gestion du transport aérien à l'échelle internationale, consolidant la position de l'Éthiopie en tant que leader dans ce domaine sur le continent. Cette nouvelle infrastructure viendra soutenir les ambitions d'Ethiopian

Airlines, la plus grande compagnie aérienne d'Afrique. Si la date exacte d'ouverture n'a pas été précisée, les autorités éthiopiennes ont indiqué que les premiers vols pourraient avoir lieu dès 2029.

L'Éthiopie n'est pas la seule nation sur le continent africain à investir considérablement dans le secteur de l'aviation pour appuyer ses objectifs économiques. Le Sénégal, en Afrique de l'Ouest par exemple, a initié un projet ambitieux pour moderniser l'aéroport international Blaise-Diagne à Dakar. Le but étant de multiplier par deux sa capacité d'accueil et de positionner le pays comme un carrefour régional pour le transport aérien. L'aéroport de Nairobi, au Kenya, fait également l'objet d'une extension notable, appuyée par le gouvernement et des collaborations public-privé.

Source : Afrik.com

SOUS LE TRÈS HAUT PATRONAGE DU **MARÉCHAL DU TCHAD MAHAMAT IDRIS DEBY ITNO**,
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, CHEF DE L'ÉTAT



MINISTÈRE DU PÉTROLE,
DES MINES ET DE LA GÉOLOGIE



SEMICA TCHAD

SALON INTERNATIONAL DES
MINES ET DES CARRIÈRES

THÈME

Exploitation des Mines et des
Carrières pour un développement
socio économique durable

12>14
JUN 2025



HÔTEL TOUMAÏ PALACE
N'DJAMÉNA | TCHAD



info@semicatchad.com



www.semicatchad.com



(+235) 86 26 58 26

WHERE THE WORLD MEETS AFRICAN MINING !

